

# LE MONDE LIBERTAIRE



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

ISSN 0026-9433

N° 1645

du 6 au 12 octobre 2011

## École au rabais



# Editorial

# Sommaire

## Actualité

**À la une: école massacrée**, par V. Benito, page 3

**Ne jamais s'agenouiller**, par J.-M. Raynaud, page 4

**Police and thieves**, par B. Collins, page 4

**Temps variable pour le syndicalisme**, par S. Bull, page 5

**Chronique néphrétique**, page 5

**Des brèves, un strip**, page 6

**Nucléaire**, par Stef@, page 7

## Potkinisme

**Un gadget de destruction massive**, par Potkine, page 9

## International

**Le zapatisme face à la contre-insurrection**, par G. Goutte, page 10

## Arguments

**Démocratie, oligarchie, écologie**, par H. Kempf, page 11

**Quelques réflexions sur la violence**, par R. Pino, page 12

## Histoire

**Les syndicats et la révolution en 1922**, par R. Berthier, page 15

## Entretien

**« Ici, on noie les Algériens »**, par Yasmina Adi et Daniel, page 17

## Musique

**Les voix politiques du blues (2/3)**, par Pascal, page 18

## À voir

**Quelques sorties cinéma**, par H. Hurst, page 20

## Mouvement

**L'autogestion dans le Vercors**, page 21

**Le Cira est partout**, page 21

**Video kills the radio star**, page 22

**Agenda**, page 23



On a gagné! On a gagné! Historique: le Sénat passe à gauche. Du jamais vu sous cette V<sup>e</sup> République. Bien entendu, tout va changer. Les peintures socialistes sont pratiquement venues en cortège pour fêter ça. Pensez donc: le Sénat! De fait, on reste un peu abasourdis devant les congratulations de ces «représentants du peuple». Le Sénat! Cette chose dont la gauche disait pis que pendre à une certaine époque puisque inutile voire néfaste – comme d'ailleurs de Gaule qui l'aurait volontiers supprimée lui aussi. Le Sénat! Activité? Relecture des textes votés au Parlement pour éventuellement les amender, rarement dans un sens disons progressiste. Le Sénat qui prend son temps et argumente dans un esprit «non partisan» afin de servir de garde-fou à une Assemblée nationale jugée parfois trop superficielle et expéditive: à l'Assemblée, on s'investit, au Sénat, on discute en oubliant sa couleur politique. Voire. On se demande donc pourquoi de telles luttes pour des sièges si les différences de formations sont gommées sous les fameux lambris de cet endroit. Et maintenant? La gauche victorieuse et majoritaire va-t-elle relire les textes de lois pour impulser une république plus populaire? C'est à peu près aussi drôle que le jour où on a appris que Mitterrand était socialiste. Un Sénat à gauche? Mais le grand capital fait déjà ses valises pour quitter le pays, à moins qu'il ne mise sur une victoire de son représentant en 2012. En attendant, la gauche appelle «à être à la hauteur de la volonté de changement des Français». C'est quoi être à la hauteur? Mieux libeller des textes de loi du genre Hadopi, réforme des retraites? Les véritables acquis sociaux des travailleurs ont rarement été obtenus au Parlement et encore moins au Sénat, mais plutôt dans la rue et en occupant les usines et autres lieux de travail. Alors Sénat à droite ou à gauche, pas de changement: restons mobilisés.

### Tarifs

### France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n<sup>os</sup>  25 €

6 mois, 25 n<sup>os</sup>  50 €

1 an, 45 n<sup>os</sup>  75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Le Monde libertaire – 145, rue Amelot – 75011 Paris – France**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### Bulletin d'abonnement

#### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup>  95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

# Guerre des classes

## Nouvelle guerre de la dualité scolaire

### Grosse colère

C'était le 27 septembre dernier, un enseignant sur deux était en grève. Des milliers dans les rues. Bien sûr, ce n'était qu'une journée d'action de plus, programmée depuis des mois par l'intersyndicale empêtrée dans sa volonté d'apparaître unie et déterminée à la veille des élections professionnelles et dans la nécessité d'offrir un moment d'expression au mécontentement général de toute la communauté éducative.

C'est peu de le dire, l'école est sacrifiée sur le banc des finances publiques. L'ensemble des mesures subies est sans égal depuis le début de l'investiture Sarkozy : 80 000 suppressions de postes, dont 14 000 programmées pour l'an prochain. Certes, la décision aveugle de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux est déterminante. Elle se traduit par la suppression des IUFM (institut de formation des maîtres), de 600 postes de Rased (enseignants spécialisés), de 800 postes d'intervenants en langues, et par 1 500 classes fermées, dont beaucoup sont des maternelles (la scolarisation des moins de 3 ans est passée de 36 % en l'an 2000 à 19 % aujourd'hui).

Mais cette économie de moyens revendiquée par le gouvernement ne doit pas cacher une attaque idéologique en règle contre l'école publique et ce qui lui restait d'humanité et de valeurs : l'accueil de tous les élèves et la volonté au moins affichée de résoudre les difficultés scolaires. Le mode de gestion est devenu managérial : évaluations généralisées, livrets de compétences, fichage des élèves, mise au pas des enseignants, précarisation des personnels, répression des désobéisseurs, etc.

### Même le privé dans la rue !

Pour toute la presse, le fait marquant de ce jour de mobilisation a été la présence inhabituelle des enseignants du privé. Si eux ne sont pas contents, alors, il faut vraiment s'inquiéter !

Qu'en est-il des attaques contre le privé ? Alors qu'ils accueillent 16,9 % des élèves, les établissements du privé n'ont subi que 10 % des fermetures de classes. Ce qui représente

un détournement de 747 postes. Il a été calculé que si le privé rendait les subventions qu'il touche, cela permettrait de créer 24 000 postes dans le secondaire public ! De plus, par méconnaissance de la loi ou par complaisance, de nombreux maires financent le privé de façon abusive. Par exemple, le forfait communal versé aux écoles privées sous contrat d'association ne concerne que l'école obligatoire (comme le rappelle une jurisprudence du Finistère du 21 juin 2010). Or, l'enseignement catholique a pris l'habitude de créer des établissements de la maternelle au lycée et, de ce fait, reçoit une dotation globale. La maternelle privée ne devrait pas être financée. Claude Barratier, qui anime le Collectif pour la défense de l'école publique de proximité à Chessy-les-Mines, a calculé que si on rétablissait la seule subvention au privé prévue par la loi, celle-ci baisserait de moitié. Voici de bonnes économies à réaliser !

Une autre injustice est la disparition d'options entières dans les lycées professionnels obligeant les parents dont les enfants veulent suivre certaines filières à les envoyer dans le privé. En Seine-Maritime, par exemple, les bacs pros logistique et sécurité-prévention ont disparu dans le public. Il existe un monopole du privé pour les BTS comme transport, assurances, communication et industrie graphique.

Alors, dans la rue, on comprendra que la solidarité a ses limites et doit s'arrêter là où la laïcité devrait être la règle : fonds publics à la seule école publique !

Tous ces petits arrangements font que le privé prospère au détriment du public qui est bien la seule entreprise à financer sa concurrence !

Détournement de fonds publics, inégalité de traitement, sans compter le bourrage de crâne et le tri des élèves, rien ne justifie l'existence de ce dualisme scolaire.

Si les anarchistes ne doivent pas se contenter des arguments des laïques en faveur de la stricte application de la loi Debré, la connaissance de ces détournements peut être utile mais n'est pas suffisante.

C'est la renationalisation sans concession ni rachat qu'il faut défendre. Et, au-delà de la

défense de l'école publique, sa réappropriation par tous ses acteurs afin d'en faire un outil d'émancipation.

**Virginie Benito**

*Groupe de Rouen  
de la Fédération anarchiste*

### Rappel

Depuis la loi de séparation des Églises et de l'État en 1905, les entorses à la laïcité se sont multipliées.

1918 : maintien du concordat, rétribution des ministres du Culte par l'État, enseignement religieux dans les écoles publiques.

1940-1941 : loi Vichy autorisant les congrégations catholiques à enseigner.

1951 : lois Marie-Barangé octroyant des bourses d'État aux élèves du privé.

1959 : loi Debré instituant des contrats simples (enseignants payés par l'État) ou d'association (subventions et contrôle des programmes).

1966 : loi d'orientation sur la formation professionnelle (convention école-entreprise).

1967 : Fouchet, création des IUT patronaux

1977 : loi Guerneur, spécificité religieuse pour les établissements (caractère propre).

2004 : loi Carles obligeant les maires à financer la scolarisation des enfants de leur commune dans une école privée voisine.

À cela, s'ajoutent les déclarations tonitruantes du chef de l'État montrant son choix entre le curé et l'instituteur, ainsi que sa présence remarquée aux offices religieux et les visites au pape...

# Météo syndicale, temps variable

QUAND ON CONSULTE *L'Encyclopédie anarchiste* (1925-1934), on ne trouve rien sur les retraites. Sûr en ces temps-là, ça n'existait quasiment pas, pour le moins sous la forme que nous connaissons aujourd'hui, surtout pour les congés payés. C'est pourquoi on a du mal à trouver des repères historiques dans le problème de l'après-travail salarié. Dans ce début de siècle, le niveau des retraites est à géométrie variable. Les uns s'en sortent, les autres non. Et ces derniers se retrouvent en concurrence avec celles et ceux qui cherchent des petits boulots pour agrémenter leurs études.

Et l'on en vient à constater que dans certaines catégories professionnelles les retraités ont plus de poids que les actifs. Pour ne prendre qu'un exemple, dans les métiers du Livre, celles et ceux qui sont partis à la suite de plans sociaux battent en plus grand nombre le pavé. Il est de notoriété publique que la profession est réduite à la peau de chagrin dans les entreprises de presse, sans parler du reste du métier.

Et l'on parle là d'un métier où le restant de forces syndicales a au moins permis à des camarades entrés tôt dans le monde du travail de bénéficier d'une retraite digne de ce nom.<sup>1</sup>

«Renault s'engage à ce qu'on dégage.» Tel était le texte d'une banderole au cours d'une manifés-

tation de salariés au Havre, le 25 septembre, 2008. C'étaient celles et ceux de Renault qui élevaient la voix contre la menace de la suppression de plus de 1 000 emplois. En 2009, tout ce beau monde a été sollicité pour quitter «volontairement» l'entreprise. Elles et ils avaient l'assurance d'être pris en charge par les Assedic jusqu'à leur départ en retraite, mais la réforme de 2010 en a reculé l'âge légal. «Sans Assedic ni retraite, le drame social des ex-Renault» titrait le quotidien national dorénavant sans faucille ni marteau! Affaire tristement à suivre en espérant de meilleurs jours.

À PSA, le feuillet continue. Il y a une dizaine de jours a eu lieu un CCE extraordinaire. Au niveau linguistique, le patronat fait des étincelles. On cause maintenant de GPEC, c'est à dire la «gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences». Entendez par là une logique de réductions d'effectifs, de plans sociaux et de licenciements au nom des contraintes du marché et de la concurrence.

On y voit qu'après les révolutions de la CGT sur les licenciements à venir, la direction faisait le gros dos par «prudence» en attendant l'élection présidentielle pour ne pas gêner le gouvernement. Depuis, il y a eu le plan social à PSA Madrid (non signé par la CGT anarcho-syndi-

caliste), qui est en cours de négociations jusqu'au 6 octobre.

En France, ça remet ça, on envisage même dans les sphères patronales la diminution de 1 090 de l'effectif du groupe en France. Déjà à Aulnay 115 suppressions de postes (en plus des 165 qui ont déjà eu lieu). À Melun, 185 en moins avec licenciements secs si refus de mutation...

Pendant ce temps-là, les secrétaires généraux des différentes boutiques paradent dans les gazettes. «Le gouvernement tire la France vers le bas» déclare Chèreque (le secrétaire général de la CFDT) dans l'ex-quotidien de la rue de Lorraine. De telles déclarations suffiront-elles à un renouveau du syndicalisme en France? On peut en douter.

Sitting Bull

1. Au contraire de bien des camarades qui, il y a plus de vingt ans, décédaient dans la première année de leur retraite. Des rotativistes de presse pour ne pas les nommer. Bien sûr, dans d'autres métiers ce n'était pas mieux.

## Après le soleil, la pluie!

LE SOLEIL, c'était jeudi 15 septembre 2011. Le tribunal de grande instance de Bordeaux, suite au réquisitoire courageux d'un petit procureur, refusait le «prêt temporaire» de Maixol Iparraguirre à l'Espagne. Un sursis, donc, à une extradition et aux tortures qui s'en ensuivent.

La pluie, c'était tout à l'heure. Lundi 26 septembre 2011. Une lettre de Mikel Albizu (alias Antza). Un grand chef de l'ETA dans les années... On le cite comme négociateur essentiel à Barcelone et en Suisse dans les années... C'est, surtout, le compagnon de Maixol et le père d'un enfant que nous avons scolarisé (à l'école libertaire Bonaventure) et hébergé (chez nous) pendant trois ans. Il nous apprend que, désormais, lui et Maixol ne pourront plus nous téléphoner plusieurs fois par semaine, comme ils le faisaient depuis juin 2011. Rappelons les faits!

En décembre 2010, Maixol et Mikel ont été condamnés à vingt ans de prison par la cour d'assises anti-terroriste de Paris. Une juridiction d'exception, car composée uniquement de magistrats professionnels. Comme pendant la guerre d'Algérie. Mais, passons! Dès lors que des prisonniers ont été jugés, ils «bénéficient» de certains droits. En

particulier, celui de pouvoir téléphoner (en payant, et fort cher) à leurs proches. Nous avons immédiatement fait une demande auprès d'une madame le procureur de Paris pour pouvoir être sur la liste. Argument: nous nous occupons du petit depuis 2004 et nous avons besoin de parler régulièrement de lui à son propos. Précisons que nous ne sommes ni de l'ETA ni de ses compagnons de route. Même si nous reconnaissons une légitimité certaine au combat des peuples pour le droit à disposer d'eux-mêmes. Accord de la magistrate. Elle s'est renseignée sur nous et sait que...

Alors, pourquoi revenir aujourd'hui sur cette décision? Pourquoi nous interdire de téléphoner? Pourquoi nous priver la vie pour ce qu'il en est de l'éducation d'un enfant dont le seul tort est d'être le fils de ses parents?

C'est vrai, sans doute sommes-nous du genre casse-couilles. Du genre, à chaque fois que l'administration pénitentiaire voudrait empêcher les rencontres du petit avec ses parents, à ruer dans les brancards. Je l'avoue, à chaque fois que..., nous les harcelons de coups de téléphone et nous mettons en branle notre carnet d'adresses. Oui, bon, et

alors?

Manifestement, ces gens n'apprécient pas qu'on leur rappelle qu'ils doivent respecter un certain nombre de règles. Et, donc, pan-pan culcul. Terminé de pouvoir donner des infos en direct à propos du petit quand il part en vacances en Corse avec notre fille ou qu'il réalise son premier concert à... Punis! Nous, les parents et le même!

Est-il besoin de le préciser, cette mesure nous fait très mal à tous. C'est fait pour cela!

Reste que, casse-couilles nous étions et super méga casse-couilles nous allons devenir. C'est connu, tout ce qui ne tue pas des anarchistes les rend plus forts. Je ne sais pas comment, mais, putain de bordel de merde, on va trouver!

Ces gens, du haut de leur morgue, de leur arrogance et de leur pleutrierie (même pas le courage de nous signifier une interdiction et son pourquoi) pensent nous briser. Ces gens ne comprennent pas que nous ne nous agenouillerons que pour cueillir une rose!

Jean-Marc Raynaud

# Flics et bandits

## Une belle histoire d'amour

« **UNE RÉPONSE POLICIÈRE FORTE.** » C'est ce qu'annonçait Michel Neyret à propos du grand banditisme dans l'émission « Zone interdite » du 4 septembre 2011, sur M6. Mais la chaîne de télévision – qui, à l'instar de bien d'autres, se complaît depuis longtemps à essayer de redorer le blason bien cradingue de la police à travers des reportages bidons – aurait dû choisir mieux. Car ce bonhomme, qui n'est autre que le directeur adjoint de la police judiciaire de Lyon – oui, oui – est aujourd'hui empêtré dans une bien sombre affaire. Ce jeudi 29 septembre, cet éminent fonctionnaire a été placé en garde à vue pour... complicité dans un trafic de drogues et de blanchiment d'argent à envergure internationale! Visiblement balancé par certains des gangsters avec lesquels il bossait depuis un bail, le voilà désormais de l'autre côté de la grille des cellules. Mais, pour le coup, soyons assurés qu'il n'y aura pas de bavures: ni tabassages en règle ni pressions morales. Conscience de flic oblige!

Reste donc que le deuxième plus grand flic de Lyon – qui, en début de mois, n'hésitait pas à jouer l'hypocrite à la télé – est dans la merde. Et c'est tant mieux, ce n'est pas nous qui nous en plaindrons. Peut-être sera-t-il blanchi, peut-être l'affaire sera-t-elle classée ou étouffée en deux temps trois mouvements. Le relatif silence médiatique qui l'entoure pour l'instant ne peut que nous pousser à le croire.

Quoiqu'il en soit, cette histoire met une fois de plus au grand jour les liens étroits qui existent entre le grand banditisme et ceux qui, nous dit-on, sont là pour le combattre. Que les amateurs d'uniformes et les adeptes de la nécessité policière prennent bonne note de cette juteuse collaboration. Quant aux (nombreux) militants qui ont tendance à voir de « romantiques révolutionnaires » dans la figure des gangsters, mafieux et autres bandits, qu'ils revoient leur jugement à la lumière de cette lumineuse affaire. Flics et bandits (même tragiques) n'ont jamais été les compagnons de la classe ouvrière!

**Barnabas Collins**

*Groupe Salvador-Segui  
de la Fédération anarchiste*

# Chronique néphrétique

**COMMENT TENTER** (évidemment il n'y a aucune garantie d'y parvenir, mais ce n'est pas une raison pour ne pas se bouger les neurones), comment tenter d'influer sur les événements à venir, de modifier le rapport de force qui fait de nous, anarchistes, les minoritaires des minoritaires?

Comment éviter aussi, quelle que soit la nature des événements qui animeront les années à venir, de nous faire laminer par une vague répressive, qu'elle vienne de droite ou de gauche? Car à n'en pas douter, nous changeons de période; les temps seront plus durs et nous devons anticiper.

Comment faire, étant donné nos faibles effectifs, notre dispersion (pas seulement géographique), voire notre éparpillement, car mobilisés sur 30 000 fronts?

Qu'est-ce qui fait notre spécificité, notre originalité? Qu'est-ce ce qui nous distingue de tous les autres courants politiques, nous marginalise aujourd'hui et qui pourtant peut nous aider à faire le lien avec des millions d'individus? Ce n'est pas l'opposition à la droite, ce n'est pas la contestation anticapitaliste, ce n'est pas notre présence militante dans des luttes, des syndicats, des comités ou des collectifs divers et variés.

Notre spécificité, c'est l'analyse critique des pouvoirs.

Et plus précisément la critique des habitudes, des mécanismes, des institutions qui font que du plus petit groupe humain au plus vaste ensemble, nous nous laissons voler notre pouvoir de réflexion et de décision. Nous abandonnons à une minorité économique, politique, militante, à quelques individus, le pouvoir de choisir ce qui est primordial, de décider ce qui est utile ou nécessaire.

Et les exemples pleuvent qui prouvent à tous que ces minorités n'agissent pas dans l'intérêt commun. Une catastrophe nucléaire? Une décision de justice? Un médicament-poison? Des pots-de-vin? Cela provoque des émotions, de la haine? Associons chaque événement, chaque scandale, chaque réforme au mode de fonctionnement qui en est la cause. Au niveau mondial ou local.

Qui a pris cette décision? Comment? Pourquoi, pour quels intérêts?

Démonter les processus de décision, intelligemment, subtilement, afin que chaque fait devienne pour nous un argument pour déconsidérer cette démocratie de façade, l'hypocrisie de ses institutions, sa compromission avec les puissances financières et patronales. Mais aussi à l'échelle associative, au syndicat, à l'école, dans le centre de loisirs de mes enfants, dans un club sportif, une harmonie municipale, aux restos du cœur ou à la mosquée, n'importe où! Toucher du doigt, exposer aux regards les dysfonctionnements, ou mieux encore: proposer, comme si de rien n'était, que les décisions ne soient plus prises à la majorité, que l'on ne délègue pas constamment aux mêmes, que les élus soient révocables en cas de malversation ou de non respect de leur mandat, etc.

Nous pouvons le répéter, le marteler à toutes les occasions, sous toutes les formes (parce que si c'est répété toujours pareil cela devient lassant et on apparaît comme des monomaniaques). Disons-le, écrivons-le, en douceur, violemment ou naïvement, avec humour ou poésie, avec des tartes à la crème ou des arguments statistiques, sociologiques, économiques. Du bon sens qui tache et un sens historique aiguisé... Sous toutes les formes! Dans notre presse, sur nos autocollants, nos affiches, dans toutes nos prises de paroles et discussions (après rien n'empêche de comparer nos résultats sur les méthodes...)

C'est cela notre axe militant unitaire, ce qui doit nous permettre d'exister, d'anticiper sur les événements en créant des réflexes quasi pavloviens chez nos contemporains: « Qui a pris cette décision? Comment? Pourquoi, pour quels intérêts? » « Quel est ce pouvoir que je reconnais, que je soutiens, que je supporte et qui se révèle opposé à mes valeurs, à mes intérêts, à la santé de mes proches, à l'éducation de mes enfants? »

Tous peuvent ainsi s'interroger, c'est là que nous devons appuyer.

**Rodkol**

# Brèves de combat

## Ras de marée dans l'éducation nationale

Près de 29 % des enseignants du primaire et 22,3 % des professeurs du secondaire étaient en grève le mardi 27 septembre contre les 16 000 suppressions de postes de la rentrée et les 14 000 à venir en 2012. Signe d'un profond malaise dans l'Éducation nationale, le front uni des syndicats du public et, fait exceptionnel, du privé, appelait à la grève pour dénoncer la « dégradation » de l'école.

## Et pourquoi pas : « pas de retraite du tout » ?

Lors de la remise d'un prix dit de l'audace créatrice, le Premier ministre a eu l'audace de proposer le recul de l'âge de la retraite à l'âge de 67 ans, pour se mettre en convergence économique et sociale avec l'Allemagne, où l'âge de la cessation d'activité doit passer progressivement de 65 à 67 ans.

## Peau de chagrin

Valérie Pécresse a présenté le projet de budget (PLFSS) 2012. Au menu : les mesures d'austérité déjà annoncées, telle la taxe de 1,1 milliard d'euros sur les complémentaires santé, des coupes supplémentaires à hauteur de 2,2 milliards dans les dépenses d'assurance

maladie, et l'application de la réforme des retraites (138 000 départs en moins prévus, soit une économie de 1,3 milliard).

## Surveillés et enfuis

Huit détenus du bâtiment 3 se sont évadés du centre de rétention de Vincennes. L'un d'eux a été rattrapé. Depuis, les flics sont intervenus plusieurs fois dans la semaine dans les différents bâtiments du centre. Des retenus du CRA 2 refusent de regagner leurs chambres et sortent leurs matelas pour dormir dehors, aujourd'hui ils ont refusé de manger et ont rédigé une lettre avec l'Assfam. Il y a quelques jours, une émeute a éclaté suite à plusieurs tentatives de suicide de « retenus » au CRA de Bobigny, plusieurs retenus ont été transférés à Vincennes.

## Surveillés et triés

« Élève fourbe », « papa problème d'alcoolisme », « stéréotype de la fille de cité ». Comme l'a révélé jeudi le site Médiapart, des élèves entrant en sixième dans un collège de Montreuil (Seine-Saint-Denis) ont fait l'objet de fiches contenant des informations d'ordre privé et des jugements de valeur proprement hallucinants (ou témoins d'un signe des temps?).

## Surveillants et pas punis !

Quatre ans après la mort de Moushin et Lakamy ayant occasionné des révoltes à Villiers-le-Bel, le procès du policier, qui conduisait le véhicule entré en collision avec la moto des deux adolescents, se tiendra devant le tribunal correctionnel de Pontoise, à une date qui n'a pas encore été fixée. Le 25 novembre 2007, ce policier conduisait la voiture de police qui a percuté la moto sur laquelle se trouvaient les deux jeunes Beauvillerois.

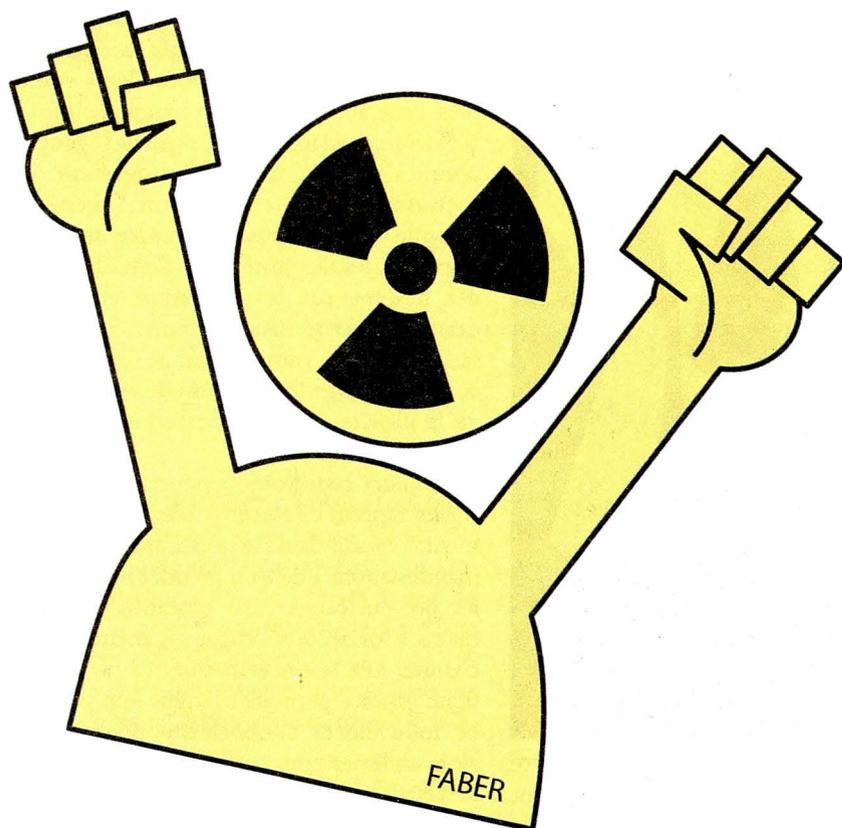
## Ça promet !

« On dit que je suis misogyne. Mais tous les hommes le sont. Sauf les tapettes. » Qui a pu préférer pareille énormité ? Un militant d'extrême-droite homophobe complètement bourré ? Un coach en séduction sévissant sur Internet ? Non, même pas. Cette splendide déclaration nous vient en fait de David Douillet, fraîchement nommé ministre des Sports. Suite à la parution en 1998 de son livre « l'âme du conquérant », suivie en 2003 par un deuxième ouvrage, « 110 % », l'ancien judoka avait en effet été amené à se défendre contre des accusations de misogynie et d'homophobie. C'est pas gagné !

## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOUH KROKAGA



# Le mouvement antinucléaire français à un tournant ?



**Stéf@**

Groupe Vannes Lorient  
de la Fédération anarchiste

À TOKYO, lundi 19 septembre, des dizaines de milliers de personnes, bien plus lucides que les membres de leur gouvernement et des dirigeants de l'industrie qui le financent et... le mandatent officieusement, ont manifesté pour la sortie du nucléaire.

Avant de voir où l'on en est en France, survolons ce qui se passe dans d'autres pays européens.

Certains pays ont acté cette année la sortie progressive du nucléaire : Suisse, Autriche, etc.

Le cas de l'Allemagne est assez emblématique pour résoudre le dilemme qu'il y aurait entre les réalistes et leur soi-disant sortie progressive et les prétendus inconscients de l'arrêt immédiat du nucléaire. En 2000, le gouvernement Schröder avait ainsi acté la sortie progressive du nucléaire en vingt ou vingt-cinq ans. À peine arrivée au pouvoir, la chancelière Merkel prolongeait cette sortie de dix ans... pour ne pas montrer franchement qu'elle était contre. La force et la diversité du mouvement antinucléaire allemand ne permettent effectivement pas aux dirigeants du pays de faire exactement ce qu'ils veulent en la matière. Ce que l'on constate d'emblée, c'est que la sortie progressive, adaptée à un besoin éventuel du capitalisme, est réversible

car à la merci d'un changement de personnel politique ! Les antinucléaires devraient s'en méfier comme... d'un fût de plutonium ! La catastrophe nucléaire japonaise aura contraint la chancelière allemande à faire machine arrière, à entamer dès à présent une sortie définitive du nucléaire avec pour échéance 2022, soit moins de douze ans.

Cette catastrophe nucléaire à Fukushima en mars 2011 aura résonné jusqu'au pays de l'atome : la France... Peut-être va-t-elle sonner le glas de cette industrie mortifère ? Alors que d'énormes rejets radioactifs ont été projetés dans l'air et l'océan, avec des impacts encore incalculables sur la santé des habitants, les médias français ne s'émeuvent plus guère.

Au printemps, en France, il y a bien eu quelques manifestations sporadiques (dont nous fûmes) pour relancer la nécessité d'une sortie du nucléaire, mais sans aller au-delà des cercles habituels, un peu comme si la population française était anesthésiée sur le sujet.

Cette dernière décennie, le mouvement antinucléaire français a été porté largement par le réseau Sortir du nucléaire. Lequel a développé une force de frappe militante assez prodigieuse par la diffusion massive de tracts et fascicules qui ont permis à de nombreuses personnes de se forger un argumentaire de

base antinucléaire solide. Mais le réseau s'est fragilisé en ne tranchant pas entre sortie immédiate et sortie progressive du nucléaire, car il devait faire avec des éléments politiques en son sein, donc compatibles avec le capitalisme et la gestion de l'État. Il s'est aussi un peu englué dans des actions qui se voulaient médiatiques, donc « spectaculaires », avec tout le vide politique que ces stratagèmes génèrent parfois. Comme toute structure, surtout avec des budgets de certaines tailles, il a cherché à se pérenniser et à devenir une sorte de voix officielle que l'on consulte. Dans ses stratégies, la question du lobbying auprès des élus était devenue de plus en plus présente. Le réseau prétendait jouer sur les deux tableaux : la manifestation de rue et le lobbying. Déjà, au Grenelle de l'environnement, des membres du conseil d'administration du Réseau avaient été tentés par cette mascarade. Ils étaient heureusement en minorité à l'époque... Cette recherche de reconnaissance officielle a eu son pic en 2009, lors du sommet de Copenhague, avec la signature du texte « ultimatum climatique », lequel n'évoquait même pas le nucléaire ! Le réseau s'essayait ainsi sur l'objet même qui le constitue ! Cette signature a été retirée mais l'on peut voir jusqu'où l'on peut être absorbé quand cette voie est

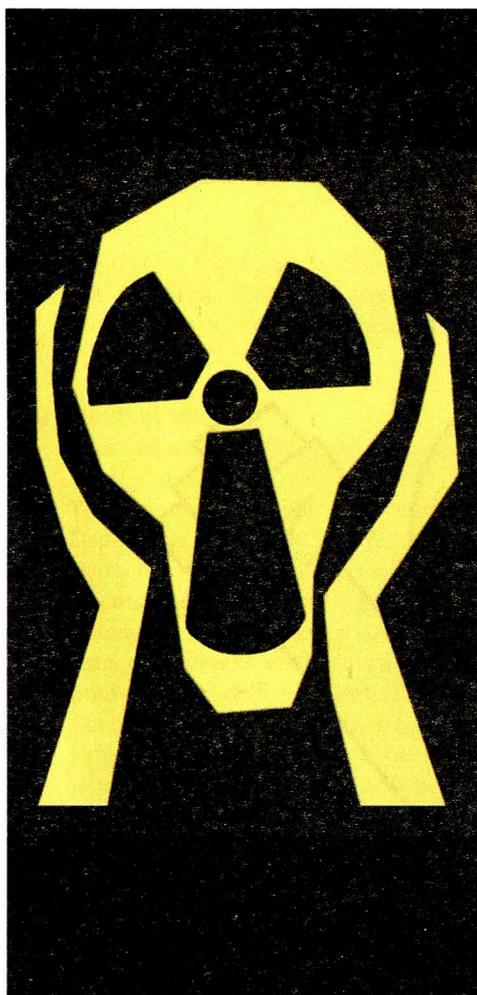
empruntée. D'autres éléments discordants que nous ne développerons pas se sont joints et le réseau a « scissionné ». Des collectifs locaux indépendants ont alors commencé à réapparaître, même si d'autres avaient maintenu une activité en dehors du réseau.

En 2011, le débat sur la sortie progressive ou immédiate du nucléaire prend une nouvelle tournure avec le vieillissement des centrales... ce qui les rend potentiellement plus fragiles et accroît les risques d'accidents majeurs. Vingt et un réacteurs ont dépassé les trente ans de fonctionnement initialement prévus et les autres arrivent à échéance. EDF se mobilise pour un prolongement de la durée de vie de ces centrales d'au moins dix ans, ce qui a un coût énorme. Il faut remarquer que Tepco, l'opérateur gestionnaire de la centrale de Fukushima Daiichi, venait d'obtenir justement un prolongement de dix ans le mois précédant le tsunami. Si la centrale avait été arrêtée, les dégâts auraient été moins considérables. Aussi, si on prévoit une sortie à vingt, trente ou quarante ans ou pire de seulement réduire la part du nucléaire, cela implique soit d'obtenir un allongement de la durée de vie de certains réacteurs, dont certains sont vétustes, soit de construire de nouvelles centrales !

Or, l'on peut constater que les chantiers EPR à Flamanville, mais aussi en Finlande, ont pris un retard considérable et voient déjà leur budget multiplié par 2 (de 3 milliards à 6 milliards d'euros et ce n'est pas fini !), avec de surcroît des défauts de conception et de réalisation.

L'acheminement de l'électricité qui serait produite implique en plus la construction de gigantesques lignes à très haute tension (THT) qui dégradent les paysages et dont l'impact sur la santé des animaux et des humains est quasi avéré.

Développé initialement à des fins militaires, avec la culture du secret inhérente, le nucléaire français qui n'est pas un mode de production d'énergie anodin, s'est vu propulsé dans les années soixante-dix après le premier choc pétrolier, dans une volonté affichée (mais erronée) d'indépendance nationale... Il est vrai aussi que des mastodontes du capitalisme français étaient prêts à profiter de ces gigantesques chantiers. Sa puissance et sa dangerosité impliquent un contrôle policier et militaire constant. Même s'il existe des pays productivistes sans nucléaire, il est une réponse à une société énergivore, développée par la logique capitaliste, productiviste et consumériste. Mais, en retour, il influe sur le fonctionnement de cette société et pousse à la surconsommation électrique. Les entreprises capitalistes, mais aussi le secteur tertiaire, qu'il soit privé ou public, y trouvent leur compte : la facture EDF n'implique qu'une petite provision dédiée au démantèlement des centrales, à la gestion des déchets et à l'assurance en cas d'accidents. Cette insuffisance de provision directe qui ferait grimper de



manière exponentielle le kilowattheure nucléaire est reportée sur la collectivité ! Mais, contrairement à la propagande de l'État et d'EDF, le prix de l'électricité française n'est pourtant qu'à la 13<sup>e</sup> place dans l'Europe et non au meilleur marché. La privatisation d'EDF va évidemment contribuer à l'augmentation du prix. Non pour provisionner le démantèlement mais pour enrichir l'État actionnaire qui a une mentalité d'actionnaire comme les autres. Aussi, est-il important de soutenir le statut des travailleurs d'EDF et de l'énergie en général pour faciliter les reconversions.

L'arrêt immédiat et définitif du nucléaire civil et militaire, que portent certains collectifs et les libertaires, rencontre un écho de plus en plus grand. Certaines industries énergivores et sans intérêt social (complexe militaro industriel, aéroport international de Notre-Dame-des-Landes (44), lignes à grande vitesse (LGV), ligne Lyon-Turin, etc.) sont ainsi logiquement contestées. Pour réaliser cet arrêt immédiat (en mois ou quelques années tout de même), sans doute faudra-t-il avoir recours au moins temporairement à la production d'électricité d'origine thermique (centrales au gaz ou au charbon « moins polluant »). Le débat n'est pas tranché et sera conditionné par les besoins en énergie.

Se passer de nucléaire s'associe à un changement de société sur au moins deux aspects qui intéressent les libertaires : quels sont nos besoins en énergie ? Comment se prennent

les décisions et par qui ? Nous voyons que dans la société de classes, avec démocratie parlementaire, le productivisme et le centralisme conduisent à des modes de production gourmands en énergie, polluants, dangereux pour les travailleurs et facteurs de corruption voire de guerres : pétrole et nucléaire. L'autogestion de l'énergie pourrait être une réponse appropriée. Reposant sur de petites unités de production d'énergies renouvelables décentralisées, sous forme de coopératives sans but lucratif, associant travailleurs et usagers, cette autogestion est à même de trouver la formule adaptée aux capacités géographiques locales. Qui dit autogestion, dit socialisme (égalité), fédéralisme (liberté) et entraide ou mutualisme, compte tenu des disparités locales justement. Cette définition des besoins par la population elle-même devrait s'inscrire dans un esprit de décroissance libertaire (non contrainte) jusqu'à être compatible avec les capacités de régénération de la planète et permettre l'accueil de nouvelles générations.

Prendre cette voie ne pourra que reposer sur un rapport de forces populaire et relativement constant dans l'action. L'annonce de ces manifestations a déjà un premier résultat chez les pro-nucléaires : une candidate à la primaire « socialiste » s'engage à mettre fin au chantier EPR si elle était élue ! La période est donc propice pour aller le plus loin possible. Le mouvement antinucléaire pourrait être alors un levier pour la sortie du capitalisme et de l'étatisme.

C'est sur cette base que la Fédération anarchiste répond présent et participe déjà aux mobilisations. Ainsi, dans l'Ouest, il sera possible de nous trouver dans les composantes libertaires, elles-mêmes incluses dans le cortège « Le nucléaire, c'est le capitalisme : arrêt immédiat ».

Le 15 octobre 2011, un collectif d'organisations dites de « l'Ouest » (Normandie, Bretagne, Pays de la Loire, Centre) organise une manifestation à Rennes, pour dire STOP au nucléaire et exiger l'arrêt immédiat des chantiers EPR/THT. Cette initiative suscite de nouvelles mobilisations d'arrêt de tous les nouveaux chantiers nucléaires et d'arrêt immédiat d'installations nucléaires à risques : Gravelines (Dunkerque), Fessenheim, Bugey (entre Genève et Lyon), Golfech/Blayais (Sud-Ouest), etc. Le 15 octobre, des manifestations auront lieu aussi à Dunkerque, Bugey, Bordeaux et Toulouse.

Ces mobilisations ne sont qu'une première étape pour un mouvement antinucléaire qui se restructure à la base. En novembre, deux rendez-vous sont déjà annoncés : l'un à Valognes, dans la Manche, un camp servira de base pour le blocage d'un convoi par rail de déchets nucléaires vers l'Allemagne ; l'autre serait un forum antinucléaire ouvert à toutes et tous à Rennes. **S.**

# Potkine enlève...

## Un gadget de destruction massive

IL Y A BEAUCOUP DE RAISONS d'acheter *La Tyrannie technologique, critique de la société numérique*, même s'il couvre une large part de ce que l'on trouve dans *Cybermonde*, la politique du pire de Paul Virilio, ou du numéro 10 de *Réfractations* sur Internet et l'anarchisme.

L'une des meilleures est l'excellent chapitre sur «le gadget de destruction massive», le téléphone portable bien sûr.

Brillamment écrit par «*Pièces et main d'œuvre*» (sic), ce chapitre a pour sous-titre «pourquoi il n'y a plus de gorilles dans le Grésivaudan». Ce qui surprendra les fins géographes, puisque le Grésivaudan, vallée savoyarde, n'est pas renommé pour ses populations de gorilles, à moins que la police n'y recrute beaucoup. En revanche ses vergers, ses vignes et son charme enchantaient habitants et visiteurs. Plus maintenant, grâce à Crolles: «Le village de Crolles, à 20 km de Grenoble, a aujourd'hui des allures de zone commerciale américaine – môles commerçants, publicités criardes, bretelles d'autoroute, parkings et lotissements.» Car Crolles, cœur de la Silicon Valley française, accueille «l'Alliance» une unité de production de portables pour, entre autres, Philips et Motorola.

Afin de fabriquer les puces de ces mouchards de poche que sont les portables, il faut, pour 2 grammes de puce, «1,7 kg d'énergie fossile, 1 mètre cube d'azote, 72 grammes de produits chimiques et 32 litres d'eau. Par comparaison, il faut 1,5 tonne d'énergie fossile pour construire une voiture de 750 kg. Soit un ratio de 2 pour 1, alors qu'il est de 630 pour 1 pour la puce.»

«Crolles II, site Seveso, consomme des produits toxiques comme la phosphine (hydrogène phosphoré), le thilane et l'arsine (hydrogène et arsenic): "des gaz de combat" se vantait un salarié lors d'une visite publique. Les riverains, eux, murmurent que les enfants développent des pathologies inhabituelles et que l'eau des chantournes est saturée de pollution.»

Or, on sait très bien ce qui attend Crolles, parce qu'on sait très bien ce qui est arrivé à Silicon Valley. «Depuis 1956 et la première usine d'IBM, la nappe phréatique a été contaminée par une multitude de rejets de xylène, toluène, trichloroéthane chloré, etc. [...] Conséquences: 2,5 à 3 fois plus de fausses couches parmi les femmes enceintes ayant bu cette eau, d'après l'étude du service de santé de l'État au milieu des années quatre-vingt [...]».

Et lisez la liste des dangers auxquels on s'expose dans les «salles blanches» des producteurs de silicium pour puces: «Exposition des travailleurs à l'arsenic dans la production de gallium-arsénide, aux acides aérosols en lithographie, aux gaz toxiques arsine et boron. [...] Cas de brûlures à l'acide hydrofluorique, des expositions aux solvants corrosifs, à des composants photo-actifs non testés. [...] Cas d'exposition au mercure, aux feux de produits chimiques "relativement fréquents" dans les cuves de stockage [...]» etc.

Bon, mais les gorilles qui ne sont pas, nous pouvons le confirmer, des habitants du Grésivaudan?

Eh bien, un portable a besoin de «coltan» pour ses condensateurs. Les plus grands gisements de coltan sont au Congo. «Comme les diamants, le coltan a été au centre d'une guerre pour le contrôle des ressources qui a tué plus de 3,5 millions de personnes dans sept pays depuis 1998.» Faisons une petite pause: combien de pages de couvertures pour ce joli massacre? Combien de sujets dans les journaux télévisés de TF1/Bouygues? Combien de Marines américains pour sauver des vies de Congolais? Combien de sacs de riz portés par Bernard Kouchner pour venir en aide aux populations? Reprenons: «Au Congo, de nombreux enfants sont retirés de l'école pour travailler dans les mines de coltan.»

Vous voulez peut-être savoir ce qui arrive à votre portable une fois qu'il est jeté?

«Métaux lourds, cadmium, mercure et plomb en grande quantité: 40 % du plomb trouvé dans les décharges provient de l'électronique de consommation. Les rebuts électroniques et électriques sont pour l'essentiel incinérés avec les déchets ménagers et provoquent ainsi d'importantes émissions de dioxine. [...] Quelques mois suffisent pour qu'un téléphone mobile dernier cri et un ordinateur ultra-performant se métamorphosent en bombes à retardement pour l'environnement.»

Vous n'êtes pas sans savoir qu'avec la technologie GPS, vos amis, c'est-à-dire la police, les RG, le système Échelon (les écoutes électroniques américaines) etc. peuvent vous suivre à la trace si vous utilisez un portable. Mais saviez-vous aussi qu'il existe des portables espions? «Cela signifie que votre gadget préféré joue le rôle de micro dans votre poche, transmettant à distance les conversations alentour. Pour ceux qui voudraient jouer les mouchards, le téléphone espion [une version appelée spy phone] est maintenant à la portée de tous. Basé sur les toutes dernières technologies GSM, son usage est extrêmement simple: insérez une carte à puce GSM et "oubliez-le" quelque part (table, tiroir, boîte à gants, etc.) appelez-le et écoutez. Ce n'est pas plus compliqué. Il paraît déconnecté et éteint. Toutefois, il est tout à fait opérationnel et se comporte comme un micro-émetteur extrêmement sensible.»

Nestor Potkine

*La Tyrannie technologique, critique de la société numérique*, éditions l'Échappée, 12 euros, disponible à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris

# ...la naphthaline

# Dans les griffes de la contre-insurrection

## La communauté de San Patricio harcelée

DEPUIS LE DÉBUT du mois de septembre, la communauté de San Patricio, rattachée à la commune autonome rebelle zapatiste La Dignité, au Chiapas, est victime de harcèlements et d'agressions de la part du groupe paramilitaire Paix et Justice<sup>1</sup>, organisation à la botte des gouvernements fédéral, étatique et municipal qui veulent enrayer le développement de l'autonomie, spolier des terres et reprendre le pouvoir politique dans les zones contrôlées par les zapatistes.

Tout commence le 7 septembre lorsque trois gaillards issus du groupe Paix et Justice se rendent dans la communauté de San Patricio pour menacer ses habitants d'expulsion violente s'ils ne cèdent pas leurs terres rapidement. Trois jours plus tard, la menace prend forme : une centaine de paramilitaires s'installent à 200 mètres de la communauté et tirent des coups de feu pour terroriser ses résidents.

Dans la matinée du 11 septembre, de nouveaux coups de feu sont tirés et les paramilitaires entreprennent d'abattre les bouquets d'arbres des alentours, habituellement utilisés par les habitants de la communauté de San Patricio. Dans l'après-midi, ils arrachent et récupèrent également tout le maïs qu'ils trouvent dans les champs avoisinants leur campement, détruisent plusieurs mètres de clôtures et brûlent 18 hectares de pâturage collectif. Enfin, et pour clore cette sordide journée, un compagnon est blessé d'un coup de machette dans le bras.

Le lendemain, le 12, d'autres coups de feu sont tirés et les paramilitaires quadrillent les environs pour surveiller, arrêter, interroger, voire violenter les habitants de la communauté de San Patricio. À ce sujet, dans un communiqué daté du 18 septembre, le Conseil de bon gouvernement «Nouvelle semence qui va produire» du caracol Roberto-Barrios déclarait : «Ils [les paramilitaires] harcèlent et menacent la communauté, quand les compagnons essayent d'aller dans leurs champs, ils commencent à tirer des coups de feu pour les maintenir encerclés et isolés; ainsi, la population subit l'intimidation et la peur; les femmes et les enfants sont terrorisés, traumatisés par les tirs constants, et le manque de nourriture et d'autres besoins de la famille devient insupportable.»

Le 13 septembre, le nombre de paramilitaires augmente considérablement et passe à 160. Leur campement, quant à lui, ne cesse de se développer. Le 14 septembre, on comp-



tait déjà seize maisons avec toit en tôle, deux avec toit en chaume et trente-deux en construction. À l'heure qu'il est, et selon le Conseil de bon gouvernement «Nouvelle semence qui va produire», les dégâts causés par ces paramilitaires (destruction de clôtures, incendie de pâturages, coupes de bois, vols d'animaux, etc.) s'élèveraient à 75 760 pesos, soit 4 154 euros (ce qui est énorme pour le Mexique).

Les liens entre ces paramilitaires et les autorités mexicaines sont flagrants et à peine cachés. Parmi les dirigeants de ce groupe d'agresseurs, on trouve, entre autres, le commandant actuel et l'ex-commandant de la police municipale de Tila, l'ex-régisseur municipal de Sabanilla, du quartier Guadalupe Sabanilla, un ex-secrétaire de protection civile et plusieurs ex-policiers (preuve, s'il en fallait encore, que, partout dans le monde, la flicaille se trouve toujours du côté du manche quand il s'agit de cogner contre la liberté, la justice et la dignité). La stratégie de contre-insurrection du gouvernement mexicain – aux niveaux fédéral, étatique et municipal – poursuit donc son travail

de sape de l'autonomie indigène par le harcèlement et l'agression – souvent violente – de ceux qui aspirent à une autre société, plus libre et plus juste.

Mais, pour les compagnons et compagnes zapatistes de San Patricio, l'heure est encore à la résistance et il n'est pas question de capituler devant les fusils de ces brutes qui voudraient les expulser de ces terres qu'ils cultivent et occupent collectivement depuis plus de quinze ans. «Nous ne nous fatiguerons pas et nous ne cesserons pas de défendre ce qui est à nous», déclare le communiqué du Conseil de bon gouvernement du caracol Roberto-Barrios. Alors, la lutte continue!

**Guillaume Goutte**

Groupe Salvador-Segui  
 de la Fédération anarchiste

1. Ce groupe paramilitaire particulièrement violent s'est notamment fait connaître pour ses nombreuses exactions commises dans la région à l'encontre des zapatistes et de leurs sympathisants après le soulèvement de janvier 1994.

# La démocratie, l'oligarchie, l'écologie

**LA QUESTION ÉCOLOGIQUE**, avec le changement climatique, est devenue la question politique essentielle du début du XXI<sup>e</sup> siècle, la première question réellement planétaire de l'histoire. Comment allons-nous répartir les ressources et l'«espace écologique» entre des humains qui n'ont jamais été si nombreux, sachant que la poursuite du développement économique tel qu'il est conçu conduit à une crise écologique insupportable ?

Le philosophe allemand Hans Jonas, dans *Le Principe responsabilité*, publié en 1979 en Allemagne, a le premier posé le débat en ces termes. Afin de prévenir la réalisation de la catastrophe, il préconise «de renoncer à la prospérité au bénéfice d'autres parties du monde» et d'adopter la «fin nullement reluisante de l'automodération de l'humanité». En termes concrets, et avec d'autres mots, cela signifie réduire la consommation matérielle et la consommation d'énergie.

Comment, en démocratie, majoritairement, décider de cette transformation radicale de la culture de consommation ? La démocratie est-elle à la hauteur du défi historique que pose la crise de la biosphère ?

Pour répondre à ces questions, il faut revenir à ce qu'est la démocratie. En simplifiant, elle est un triptyque :

– un temps de délibération collective informée par des médias indépendants des différents pouvoirs ;

– une décision, la loi, prise par la majorité au terme de cette délibération ;

– un respect du droit de la minorité qui permet de relancer la délibération sur les conséquences de la décision ou sur d'autres décisions à prendre.

Mais, aujourd'hui, le capitalisme ne considère plus la démocratie comme indispensable à son existence, il la rejette même de plus en plus nettement puisqu'elle conduit logiquement à la remise en cause des pouvoirs en place.

Les conditions d'un bon exercice de la démocratie sont largement altérées. La délibération libre est viciée par le fait que les médias sont massivement contrôlés par l'oligarchie. Le choix majoritaire est tronqué par le poids des lobbies voire, parfois, par le déni pur et simple du choix populaire, comme lors du référendum de 2005 sur l'Europe.

Le respect des droits de l'homme et des libertés publiques est bafoué au nom des politiques anti-migratoires. Le pouvoir politique est subordonné aux puissances financières. En fait, les classes dirigeantes nous font entrer dans un régime oligarchique, où un



groupe de personnes contrôlant les pouvoirs politique, économique et médiatique, délibèrent entre eux puis imposent leurs choix à la société.

Or, l'oligarchie actuelle cherche avant tout à maintenir sa position privilégiée. À cette fin, elle maintient obstinément le système de valeurs organisé autour de la croissance matérielle et de la surconsommation – un système qui accélère notre entrée dans la crise écologique.

Mais si l'on veut décider les politiques adaptées à l'enjeu écologique, il faut revitaliser la vie et l'esprit démocratiques. Par exemple, un vrai débat démocratique est nécessaire pour exposer comment une baisse de la consommation matérielle suppose une réduction forte des inégalités et l'épanouissement d'autres activités sociales.

Plus largement, il faut rétablir la prééminence du politique sur «les marchés», la séparation entre l'intérêt général et les intérêts privés, l'indépendance des médias. Pourrions-nous orienter l'être ensemble non-violent et coopératif – ce qu'est au fond la démocratie – vers le projet non pas d'avoir

plus, mais d'éviter le pire, et aller vers un mieux-vivre en décalage complet avec la société de consommation dans laquelle nous baignons depuis notre enfance ? Ce n'est pas certain.

Mais ce qui est sûr, c'est que rester dans le système politique actuel, qui affaiblit de jour en jour l'idéal démocratique tout en maintenant l'illusion d'une croissance éternelle, nous en empêchera.

Hervé Kempf

Le mardi 18 octobre à 18 heures sur Radio libertaire 89.4 FM, Hervé Kempf sera l'invité de Pas de Quartiers, l'émission du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste. Il y développera les idées évoquées dans l'article ci-dessus et répondra aux questions des animateurs.

# À propos de violence et de non-violence



« La fin justifie les moyens ? Cela est possible, mais qui justifiera la fin ? À cette question que la pensée historique laisse pendante, la révolte répond : les moyens. »

Albert Camus

## Ramón Pino

Groupe Pierre-Besnard  
de la Fédération anarchiste

CETTE RÉFLEXION d'Albert Camus dans *L'Homme révolté* ne devrait jamais quitter notre esprit et nous servir de garde-fou, car l'Histoire nous a donné moult exemples de « dérapages incontrôlés » pendant les insurrections populaires, ainsi que dans la pratique de certains groupes ou individus se réclamant de la révolution sociale. Je ne traiterai pas ici de certains aspects de la mouvance marxiste (comme la Bande à Baader, les Brigades rouges et d'autres organisations, notamment en Amérique latine...), mais je m'attarderai un peu sur le mouvement anarchiste à partir de l'article intitulé « Le futur est à venir<sup>1</sup> », qui commence par citer Emilienne Morin : « Ce qui est passé est passé. On ne fait pas deux fois la même révolution ». Certes. Souvenons nous qu'il était également de bon ton de prétendre, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, que la révolution espagnole était sans doute la dernière expérience de ce type, et que le cycle des insurrections populaires issues des théories du socialisme du XIX<sup>e</sup> siècle était définitivement clos. Soit dit en passant, les insurrections de Berlin (1953) et de Budapest (1956) mettent à mal cette affirmation. Cela étant, il est évidemment vrai qu'on ne fait pas deux fois la même révolution, y compris dans le même pays, et nous sommes bien placés en France pour le savoir.

« Le futur est à venir » propose un éclairage original et argumenté sur un aspect de notre mouvement, mais (il y a toujours un mais...) il amène aussi certaines remarques sur cette option. Qu'il me soit permis de

reprendre les auteurs de l'article en question lorsqu'ils écrivent : « À notre connaissance, l'ensemble de ces mouvements [dans les pays arabes – Ndlr] n'a pas attiré beaucoup de commentaires du côté de la presse libertaire. » Je ne peux que les inviter à lire *le Monde libertaire* et notamment les n° 1619, 1620, 1621, 1625 et, plus récemment, le n° 1643, il pourront vérifier que ces événements y ont été largement commentés. Les mouvements populaires qui ont eu lieu en Tunisie et en Égypte se sont développés – je ne dirais pas sans violence – mais sans lutte armée, et ont permis de chasser les dictateurs en place, mais nous sommes loin d'une remise en cause du système capitaliste ; en Tunisie, 110 partis politiques sont candidats à gérer ce système, et la liste des prétendants au pouvoir s'allonge. Pour instaurer une démocratie ? bien sûr ! Bourgeoise ? Assurément. L'armée a observé une certaine neutralité, c'est vrai et ça ne m'a pas échappé, mais au risque de passer pour un anarchiste « traditionnel », il ne me semble pas inutile de rappeler qu'en juillet 1936, nos camarades espagnols de la CNT se sont opposés au putsch des militaires rebelles à la République, en les combattant (avec violence), parfois aidés par certains corps de police et d'armée restés fidèles à cette République. Bien avant le 19 juillet 1936 d'ailleurs, des contacts réguliers s'étaient noués avec des militaires (y compris des officiers) qui fournirent des renseignements et même des armes aux militants de la CNT (relire, entre autres, les

mémoires de Garcia Oliver). Comme quoi il n'a pas fallu attendre 2011 pour que des libertaires profitent des divisions de l'armée et/ou de la police.

En ce qui concerne la Libye, le problème s'est posé en d'autres termes : la révolte et la répression ont été violentes. Le problème de l'armement s'est tout de suite posé aux manifestants qui ont reçu (au bout de quelques semaines) une aide militaire de l'Otan (principalement de la France et de l'Angleterre), en armes mais aussi en opérations aériennes pour bombarder les forces de Kadhafi. Imaginons ce qu'aurait pu donner en 1936 ce même genre d'aide à la République espagnole de la part de l'Angleterre de Winston Churchill et de la France de Léon Blum... Évidemment, là il n'était pas envisageable pour ces démocraties d'obtenir des marchés de la part d'une révolution en cours, mais il était plutôt question d'éviter une socialisation de leurs multinationales implantées en Espagne. Quant à la Syrie, à partir de combien de milliers de morts le peuple a-t-il le droit de se montrer violent ?

Je ne suis absolument pas un partisan invétéré du « poignard et de la bombe » (moyens trop individualistes et contre-productifs à mon goût), mais l'Histoire nous apprend (l'Histoire, pas la tradition) qu'en Espagne toujours, dans les années vingt, le patronat envoyait ses pistoleros pour dessouder à tour de bras les responsables anarcho-syndicalistes de la CNT. Méthode efficace qui commença même à faire chuter les adhésions à cette organisation. La parade ? La création de groupes d'autodéfense (armés et violents nous vous le concédons) chargés de liquider physiquement ces pistoleros et leurs commanditaires<sup>2</sup>. Méthode radicale et efficace là aussi ; à propos du groupe Los Solidarios, Garcia Oliver devait déclarer plus tard dans un discours officiel pour le moins musclé (après avoir été un temps ministre de la Justice !) : « Nous étions les meilleurs terroristes de la classe ouvrière, ceux qui pouvaient rendre coup pour coup au terrorisme blanc dirigé contre le prolétariat jusqu'au triomphe de ce dernier. » La CNT vit de nouveau ses effectifs se renforcer, seulement stoppée par la dictature de Primo de Rivera et avant de reprendre sa marche en avant dans les années trente.

### Psalmodie d'un catéchisme anarchiste ?

Changeons d'époque et de lieu : étonnant qu'en ce qui concerne la désobéissance civile, le Mexique ne soit pas évoqué dans l'article d'André Bernard et Pierre Sommermeyer. Ce pays a connu, lors des deux dernières décennies, moult exemples de désobéissance civile où ont été employées, au gré des situations, des méthodes violentes ou non-violentes. Les indigènes des Chiapas ont développé des contre-pouvoirs visant à instaurer des structures autonomes. Là-bas aussi l'État central a

cherché à briser cette aspiration à l'autonomie en envoyant l'armée et des forces paramilitaires. Les indigènes se réclamant de l'esprit du révolutionnaire Zapata ont créé l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) qui, comme son nom l'indique, ne prône pas vraiment la non-violence et résiste toujours aux forces étatiques. Autre région du Mexique : la commune d'Oaxaca. Là, pas d'armée de libération nationale, mais des fonctionnements communalistes issus de la culture indienne, adaptés à l'époque

actuelle et très proches des systèmes préconisés par nos « valeureux ancêtres ». Là, pas de théorisation de la violence révolutionnaire, mais pas non plus de politique « christo-non violente » de la joue tendue. Bien sûr, le Mexique n'est pas la France. Le climat politique et social baigne dans une violence que l'on ne connaît pas ici : chaque jour voit s'allonger la liste des morts, résultat soi-disant de la guerre contre les narco-trafiquants, alors qu'une grande partie des victimes de meurtres et d'enlèvements sont

*faudrait qu'il t'aide à choisir,  
violence ou non-violence ?*



des opposants divers au régime en place. La désobéissance civile est largement pratiquée sans violence (oui) et parfois avec violence (encore oui) ; il ne s'agit pas de théoriser à tout crin la violence ou la non-violence, mais d'avoir la faculté de pouvoir s'adapter à des situations différentes ici et maintenant.

Dans cette perspective, je n'oppose pas non plus révolution et réformisme, et je suis d'accord avec André Bernard et Pierre Sommermeyer quand ils écrivent : « Nous n'opposerons pas pour autant la révolte globale – la révolution – au réformisme. Et comme nous l'avions noté pour d'autres combats : "La lutte ouvrière pour de meilleures conditions de travail ne débouche que rarement sur... l'abolition du salariat ! Est-ce une raison pour ne pas y participer ?"<sup>3</sup> »

D'une manière générale dans le monde entier, les forces en présence (étatiques et révolutionnaires) révèlent une supériorité de l'État. Un simple examen (d'un point de vue militaire) dans les pays occidentaux, nous oblige à constater (comme le soulignent fort bien André Bernard et Pierre Sommermeyer) que l'armée, si elle a diminué ses effectifs, est devenue entièrement professionnelle. La stratégie de la « crosse en l'air » a donc fait long feu dans ce secteur. Ce qui n'empêchera pas dans un avenir plus ou moins lointain (non, je n'ai pas la date...) qu'un mouvement social de grande ampleur n'éclate, paralysant les institutions de l'État. Mouvement non-violent ? Ça sera difficile tant le pouvoir s'accroche jusqu'au bout, surtout qu'en ce qui nous concerne, il ne s'agit pas de remplacer un dirigeant par un autre, mais de changer un système capitaliste en système tendant vers le communisme libertaire.

Force est de constater que le monde a changé, la classe « ouvrière » ne se trouve plus seulement dans les usines. Mieux vaudrait parler de prolétaires ou d'exploités qui ne sont pas forcément en bleus de chauffe, mais qui sont obligés de vendre leur force de travail pour vivre (quand travail il y a...). Ce sont ces prolétaires là que l'on retrouve dans tous les campements d'« indignés » (Grèce, Portugal, Espagne, Israël) Indignés se réclamant en majorité de la non-violence, mais pas seulement (Grèce et parfois Espagne). Indignés avec des revendications mêlant réformisme et révolution (le programme des Indignés de Madrid en est un bon exemple<sup>4</sup>). Reste que ces mouvements numériquement importants ne font pas encore fléchir leurs gouvernements respectifs, et qu'on ne peut s'empêcher d'espérer que ces indignés deviennent des révoltés exigeant non seulement des comptes, mais aussi le départ de ceux qui les trompent et les exploitent ; exigeant également autre chose qu'une démocratie « réelle » bourgeoise améliorée. En Inde, Gandhi et ses partisans ont peut-être fini par vaincre le colonialisme anglais, mais ce fut pour le remplacer par un système nationaliste tout



aussi capitaliste, toujours en place soixante-cinq ans après l'indépendance.

Une dernière remarque : il est vrai qu'à une époque, une frange du mouvement anarchiste (certains individus plus exactement) s'est lancée dans l'illégalisme allant du braquage de banque pour son compte (Bande à Bonnot) au terrorisme (Ravachol, Henry...) Encore une fois, ça a concerné une infime minorité, qui plus est il s'agissait toujours d'attentats visant rois, tsars, présidents de la République et hauts dignitaires de l'État. Rien à voir avec le massacre récent d'une centaine de Norvégiens, perpétré par un de leur concitoyen chrétien et d'extrême droite. Les anarchistes illégalistes ayant versé dans le terrorisme ne déposaient pas de bombes dans des endroits publics (à ma connaissance, une « bavure » : l'attentat au Café de la Paix, censé n'être fréquenté que par des « bourgeois »). On sait le tort considérable que ces actions nous ont causé en France : discrédit dans le mouvement ouvrier, énorme perte d'influence au sein de la CGT d'avant 1914. Rejet de nos idées chez les travailleurs qui ne nous voient souvent que comme une bande de comploteurs et d'excités. Mais André Bernard et Pierre Sommermeyer sont bien placés pour savoir que ce n'est pas le cas, que l'illégalisme de certains individus a peu à voir avec une organisation libertaire, mais ils savent aussi – du moins je le suppose – que dans certaines luttes, la violence ne peut-être exclue

même si on n'en fait pas une stratégie incontournable, et qu'il ne faut se bercer d'aucune illusion : le pouvoir, quand il est acculé et menacé de disparaître, n'hésite pas à employer les moyens les plus extrêmes pour garantir sa survie. Si nous voulons en finir avec ce système capitaliste, nous devons envisager les méthodes de l'ennemi de classe, non pour les copier, mais afin de pouvoir les contrer, sans exclure aucune stratégie qu'elle soit violente ou non-violente.

Pour conclure je me permettrai de redonner la parole à Camus dans son *Homme révolté* : « La non-violence absolue fonde négativement la servitude et ses violences ; la violence systématique détruit positivement la communauté vivante et l'être que nous en recevons. Pour être fécondes, ces deux notions doivent trouver leurs limites. »

R. P.

1. Voir *Le Monde libertaire* n° 1644 : « Le futur est à venir », article d'André Bernard et Pierre Sommermeyer.

2. Voir *Le Monde libertaire* n° 1623 : « Barcelone sous les balles ; les années du pistolérisme (1919-1923) », article de Guillaume Goutte.

3. Comme précisé par A. Bernard et P. Sommermeyer, cette dernière citation est tirée d'un numéro commun à deux publications : *Courant alternatif* (HS n° 17) et *Offensive libertaire et sociale* (n° 30).

4. Voir *Le Monde libertaire* n° 1639 : « Réchauffement politique », article de Ramón Pino.



# Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »  
**Inconnu**

## Les syndicats et la révolution

Discours d'Alexandre Lozovsky au congrès de la CGT-U à Saint-Etienne (juin 1922)

**René Berthier**

Groupe Gaston-Leval  
 de la Fédération anarchiste

AU CONGRÈS DE TOURS de la SFIO tenu en 1920, le principal débat tourne autour de l'adhésion à l'Internationale communiste. Les partisans de l'adhésion sont majoritaires et créent la section française de l'Internationale communiste. En juillet 1921, le débat divise également la CGT lors de son congrès de Lille. La scission est évitée, majoritaires et minoritaires étant au coude à coude, avec un nombre presque égal de partisans.

La division sera effective en décembre avec l'exclusion de la fédération des cheminots, qui avait organisé une grève pour la nationalisation des chemins de fer, suivie par 1,5 million de grévistes. La grève avait eu pour conséquence la dissolution de la CGT par l'État, mesure jamais appliquée. En décembre 1921, les révolutionnaires quittent la CGT et créent la Confédération générale du travail unitaire (CGT-U), dans laquelle se retrouvent communistes et syndicalistes révolutionnaires. La CGT-U tient son premier congrès à Saint-Étienne du 26 juillet au 1<sup>er</sup> août 1922 à Saint-Étienne, lors duquel elle décide de rallier l'Internationale syndicale rouge. À cette époque, la nouvelle organisation ne compte que 250 000 membres, beaucoup moins que la CGT.

Lors de ce congrès, A. Lozovsky, président de l'Internationale syndicale rouge, fit un discours, suivi par un message de l'Internationale syndicale rouge. À cette époque, nous sommes dans une période de réorientation de la politique de l'Internationale communiste, c'est-à-dire du pouvoir bolchevik. Ce dernier a fait le constat que la révolution commencée en Russie ne s'étendra pas à l'Europe et que la révolution allemande s'enlise. Quelques «partis communistes» se sont formés, mais ils restent confidentiels, à l'écart de la masse du prolétariat.

La politique de l'Internationale communiste va donc consister à attirer à elle les militants révolutionnaires les plus expérimentés et aguerris, ceux qui se trouvent dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste, et à promouvoir l'unité syndicale afin de maintenir des organisations aux effectifs importants dans lesquels l'Internationale communiste pourra faire de la propagande et développer son point de vue: c'est la politique de «front unique». C'est dire que la scission de la CGT-U ne fait pas l'affaire de l'Internationale communiste et de l'Internationale syndicale rouge, son pendant syndical: on le sent très clairement dans certains passages de l'intervention de Lozovsky. La stratégie de «front unique» impose également aux partis communistes qui ont accepté les «21 conditions d'admission à l'Internationale communiste» de participer aux élections – un point que les révolutionnaires allemands en particulier ont eu du mal à admettre. La neuvième de ces conditions – et précisons que leur application est obligatoire – stipule que les partis communistes doivent pénétrer les organisations syndicales pour en prendre le contrôle, ce qui donne la juste mesure de l'«indépendance» que pouvait avoir l'Internationale syndicale rouge par rapport à l'Internationale communiste... On comprendrait mal que les communistes aient pour tâche de créer des fractions pour prendre le contrôle des organisations syndicales nationales, mais qu'ils ne le fassent pas dans l'organisation syndicale internationale.

La conclusion évidente est que l'ISR n'est qu'un instrument aux mains de l'Internationale communiste servant à amadouer les militants les plus réticents. Lozovsky essaie de donner ici des gages de sa bonne foi mais sans réellement convaincre

Alexandre Lozovsky



quiconque sait lire un tant soit peu entre les lignes. Le problème est que dans le déroulement d'un congrès on n'a pas forcément le loisir de lire entre les lignes d'un intervenant, surtout si, comme cela est dit en introduction à la brochure, le discours fait par le dirigeant communiste russe n'est pas le même que celui qui est publié.

Lozovsky donne de la politique de « front unique » une définition très claire : « Le front unique signifie : lutte pour l'influence sur les masses dans l'action commune. Le front unique n'est point créé pour une collaboration de classes – les réformistes ont leur front unique avec la bourgeoisie – mais pour l'opposition d'une classe à une autre. »

Puis Lozovsky développe :

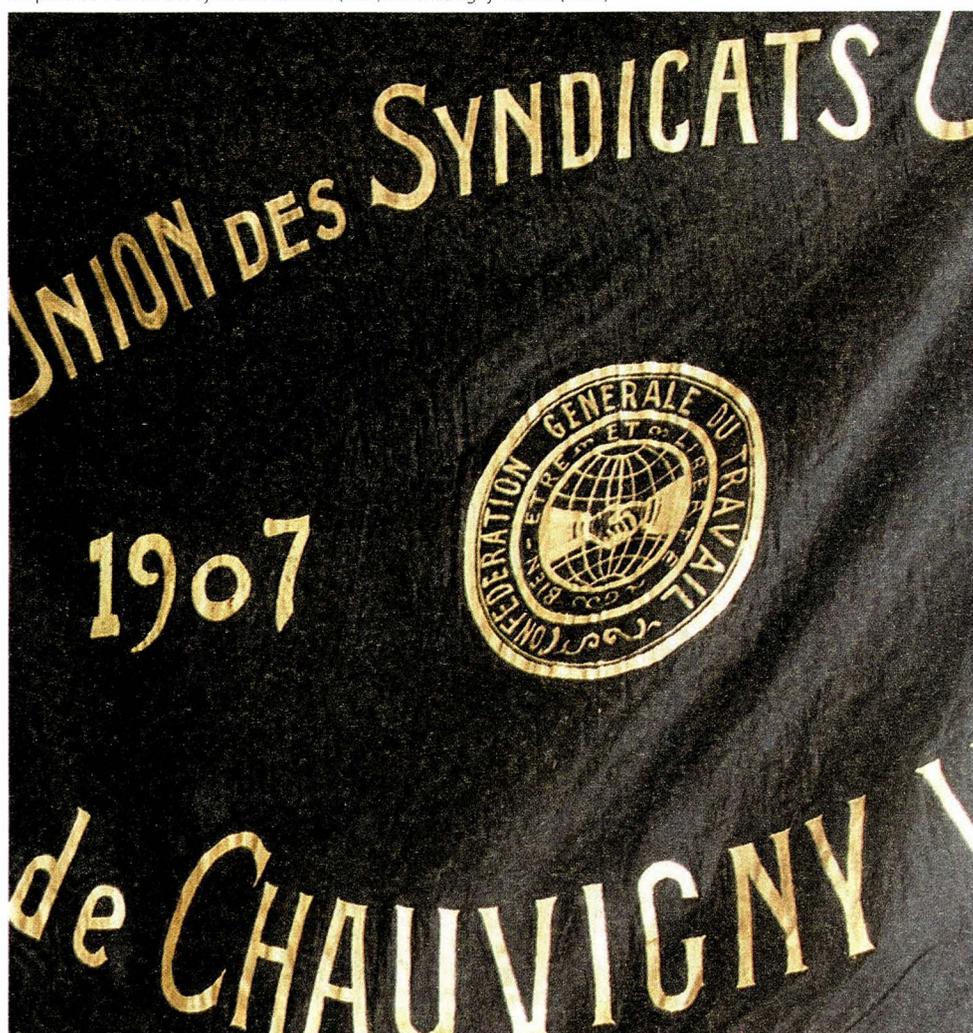
« Créer un front unique révolutionnaire, c'est former le bloc des communistes et des syndicalistes révolutionnaires. L'ISR constitue le bloc, l'union de ces deux torrents révolutionnaires du mouvement ouvrier mondial. La diversité des opinions sur toute une série de questions ne doit pas, ne peut pas empêcher l'unité d'action dans une seule Internationale. Ce n'est qu'au cimetière que règne le calme parfait et l'unanimité complète. Dans l'organisme ouvrier vivant et plein de force que représente l'ISR, la lutte des idées se poursuivra, l'expérience des différents pays sera mise en commun, de nouvelles questions surgiront des controverses et agiteront les masses ouvrières. Cela c'est la vie même, c'est la lutte. L'Internationale pourra sortir indemne de ces conflits d'opinion et d'idées, s'il y a un minimum d'entente au sujet des principes fondamentaux et des voies qui peuvent mener le plus directement à la révolution sociale et à l'établissement, durant la période transitoire, d'une dictature de la classe ouvrière. Ce minimum d'unité existe-t-il ? Il nous semble que oui et c'est pour nous une obligation de marcher avec les ouvriers révolutionnaires des autres pays. Ce serait un crime contre le prolétariat français et l'Internationale si vous restiez en dehors du centre mondial du mouvement syndical révolutionnaire, en dehors de l'ISR. »

Intéressant : le pivot de ce passage est : « Ce n'est qu'au cimetière que règne le calme parfait et l'unanimité complète. » On pourrait retourner l'argument : là où règne l'unanimité complète, on a un cimetière. Or en 1922, au moment où Lozovsky intervient, cela fait un moment que la Russie est un cimetière pour le mouvement ouvrier dont toutes les expressions autres que celles du comité central du parti ont été écrasées, et elle est devenue un cimetière pour les oppositions internes au parti en mars 1921, avec le X<sup>e</sup> congrès du parti qui a interdit les tendances.

Lozovsky aborde également la question de la représentation mutuelle entre l'IC et l'ISR, « pour la coordination de la lutte contre la bourgeoisie » : « La représentation mutuelle, si elle comporte une idée de subordination [je souligne], engage également les deux parties. On pourrait ici parler de sujétion mutuelle si l'on tenait employer cette terminologie. »

Lozovsky botte en touche en insistant sur « le problème de la concentration de toutes les forces révolutionnaires » et en posant la question : « Est-il donc possible d'agir d'une façon quelconque sur le plan international – nous parlons d'action et non de résolution – sans l'Internationale communiste ? »

« Comment peut-on établir une indépendance abso-



lue lorsque la logique exige, dans l'intérêt du prolétariat et de la Révolution, une action commune, des manifestations communes ? »

Lozovsky ne nie donc pas la subordination, mais il passe très rapidement dessus, pour s'engager sur le terrain de la nécessaire action commune. Il est évident pourtant qu'ayant admis le principe de la subordination, l'initiative de l'action et des décisions revient à l'Internationale communiste. Lozovsky profite d'ailleurs des circonstances pour lancer une peau de banane, demandant à quoi a servi l'indépendance réclamée par les syndicalistes révolutionnaires avant la guerre : « Si avant la guerre il a été permis de penser que la charte d'Amiens pouvait protéger l'organisation ouvrière contre la félonie et la trahison, après la guerre il est inadmissible que l'on continue à jongler avec le mot de politicien. Tous savent que la CGT s'est trouvée brusquement, avec le parti socialiste, enlisée dans un marécage. Il y a eu unité dans la trahison. Il est douteux que l'on puisse trouver parmi vous un homme qui préférerait les ouvriers Jouhaux et Merrheim aux intellectuels communistes Liebknecht et Rosa Luxembourg. La guerre a tellement modifié le mouvement ouvrier que ceux qui s'attacheraient encore à de vieilles formules risqueraient de faire rétrograder le mouvement pour des dizaines d'années. La guerre et la Révolution ont creusé un fossé dans le mouvement ouvrier. Deux camps se sont formés : celui des partisans de la Révolution socialiste et de la dictature du prolétariat et le camp opposé. Malheur à ceux qui se refusent à prendre position et cherchent dans des questions de pure forme à défigurer le caractère essentiel de la lutte. »

Ces quelques lignes disent beaucoup de choses, qui ne satisferont sans doute pas ceux qui pensent que Lozovsky est un « syndicaliste révolutionnaire » gardant ses distances par rapport au pouvoir communiste en Russie et garant d'une certaine forme d'autonomie de l'Internationale syndicale rouge par rapport à l'Internationale communiste. La charte d'Amiens, texte fondateur du syndicalisme révolutionnaire, est clairement désignée comme un texte complètement dépassé. Les principes qu'elle représente sont même rendus responsables de l'incapacité de la CGT à empêcher la guerre : bien qu'elle proclame son indépendance par rapport aux partis, dit Lozovsky, la CGT s'est trouvée avec le parti socialiste enlisée dans la guerre. En opposant Jouhaux et Merrheim d'une part, Liebknecht et Luxembourg de l'autre, il oppose le syndicalisme révolutionnaire au communisme. C'est pourquoi, dit encore Lozovsky, il faut abandonner les « vieilles formules » (entendre évidemment la charte d'Amiens) qui « risqueraient de faire rétrograder le mouvement pour des dizaines d'années ». Lozovsky conclut son raisonnement en insistant sur le fait qu'il y a le camp de la révolution et de la dictature du prolétariat et le camp de la réaction. Il faut choisir.

Ces propos, semblent suffisamment clairs : c'est soit la charte d'Amiens, soit l'Internationale syndicale rouge.

R.B.

# Mémoire sociale

« Ici on noie les Algériens »

**LE 19 OCTOBRE**, un documentaire sort en salles : *Ici on noie les Algériens, 17 octobre 1961*. Ce nouveau film de Yasmina Adi, après *L'autre 8 mai 1945 – Aux origines de la guerre d'Algérie*, relate un épisode tragique de la répression française contre une manifestation organisée par le FLN. Il s'agissait alors de protester contre l'instauration, le 5 octobre, d'un couvre-feu pour les Algériens. La police de Paris, sous la direction du préfet Papon, fut sanguinaire. Aujourd'hui encore, il est impossible de déterminer avec précision le nombre exact des victimes, mais les témoins directs et la presse d'alors parlèrent longtemps de corps flottant dans la Seine, et de policiers sans retenues. La réalisatrice Yasmina Adi a accepté de nous accorder un entretien.<sup>1</sup>

**Le Monde libertaire :** Quel est votre objectif avec ce film ?

**Yasmina Adi :** Ce que je voulais, c'était éclairer ce 17 octobre 1961. D'une manière différente puisqu'il y a beaucoup d'ouvrages, quelques films, et j'avais envie de donner à voir et à entendre une vision plus personnelle. Je voulais qu'on donne l'impression aux gens de vivre cette répression qui dure quand même deux mois, comme si ils y étaient. Le but, c'est de mettre en immersion le spectateur comme s'il était plongé dans la nuit du 17 octobre 1961. Ce sont les photos, les archives filmées, la radio, les journaux... qui peuvent donner la sensation que c'est lui qui mène l'enquête. Et je me disais que 50 ans plus tard, cette répression était encore quelque chose de très mystérieux pour pas mal de gens, sans compter les gens qui ne connaissent simplement pas l'événement. Il est temps de faire un état des lieux.

**Le Monde libertaire :** Avez-vous été confrontée, formellement ou non, à de la censure ?

**Yasmina Adi :** Non. Cela fait deux ans que je travaille sur ce film, et un film historique

prends du temps : il faut des dérogations pour des archives gouvernementales ou de la préfecture de police de Paris. Quand on sait cela, on sait aussi qu'il faut faire vite une fois les autorisations accordées, pour éviter des remises en cause dans l'accessibilité aux documents. D'où la nécessité de faire un travail de reconnaissance dans les archives, avant.

**Le Monde libertaire :** Quelle est l'attitude de l'Algérie sur cet épisode tragique ?

**Yasmina Adi :** Je ne suis pas allé voir côté algérien parce que de toute manière cette répression s'est passée en France, en métropole. Les documents que l'on pouvait obtenir étaient donc en France. Il n'y a rien en Algérie et je n'ai donc pas fait appel à l'État algérien. Quant aux témoins, souvent âgés, ils sont surtout en France, même s'ils font fréquemment des allers et retours avec leur pays d'origine.

**Le Monde libertaire :** Ceux qui connaissent cet épisode tragique de la guerre d'Algérie, ignorent souvent le volet des manifestations de femmes et d'enfants. Comment l'expliquer ?

**Yasmina Adi :** Le lendemain de la manifestation du mardi 17 octobre 1961, la police trouve des tracts appelant les femmes et les enfants à manifester à leur tour le 20 octobre. Très vite, la police savait. Si on se souvient parfois de cette date, on sait moins que cet événement dura deux mois. On le voit bien dans le film, avec une Commission d'enquête qui ne peut pas faire son travail, avec un Sénat qui l'empêche d'aller de l'avant, la presse qui parle, des manifestations d'opposants français... Il est donc logique de parler de toutes ces étapes, et de ne pas s'arrêter au déclenchement de la répression. C'est ce que fait le film. Y compris en abordant le sujet des Français qui contestent la répression policière. Car là, il



y a un mythe type. On n'en parlait pas dans les journaux ou à la radio, les Français n'ont pas réagi, etc. Il n'y a pas une vérité, mais il y a bien des vérités.

**Le Monde libertaire :** Comment expliquer qu'après les horreurs de la nuit du 17 octobre, les hommes acceptent de laisser les femmes et les enfants manifester ?

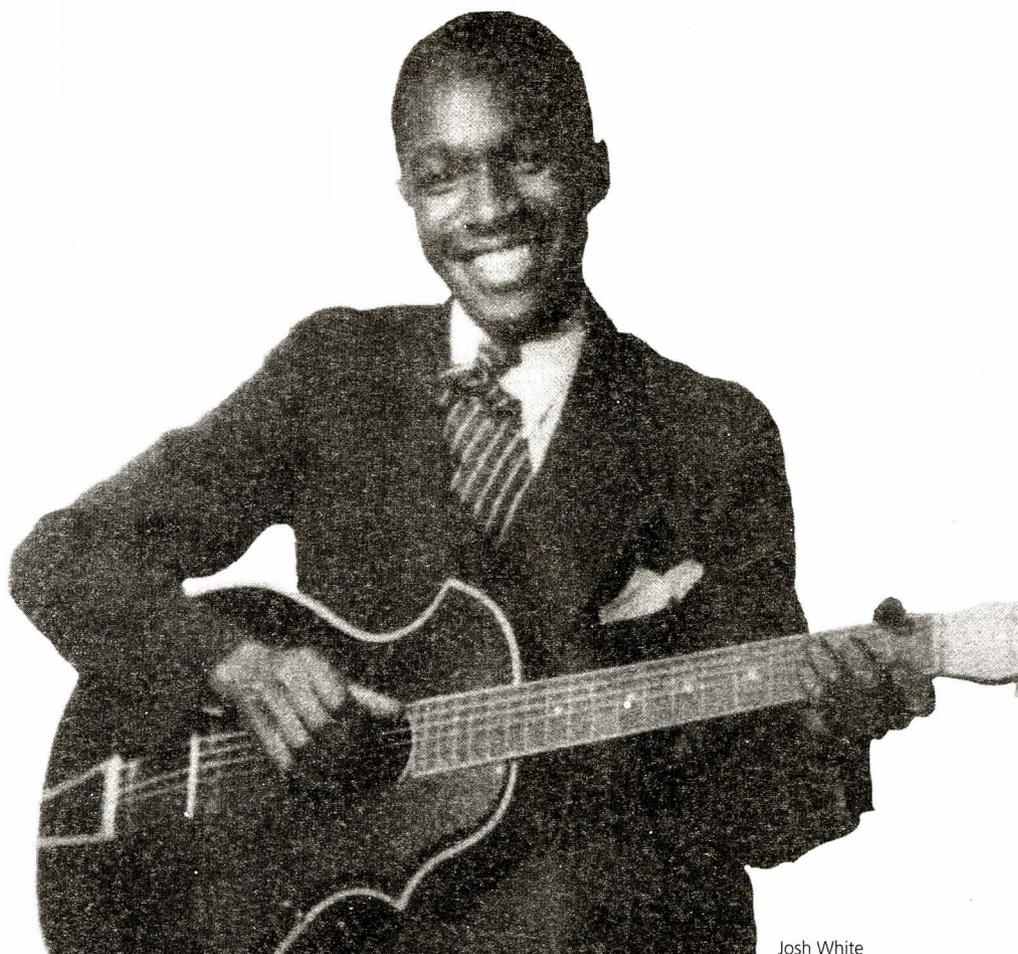
Il ne faut pas oublier qu'au soir du 17 octobre, on recense 11 000 arrestations d'hommes (on parle même de 15 000) ; c'est énorme et ce sont donc 11 000 hommes qui ne sont plus dans leur foyer. Dans les manifestations, ces femmes demandent la libération de leurs frères, de leurs maris, de leurs fils... Elles sont seules, à la maison. Ce n'était donc pas de l'imprudence de la part d'hommes qui n'étaient plus là, et puis il y avait aussi une forme de militantisme. Après ce qui s'était passé le 17 et après, il y avait nécessité de calmer le jeu de part et d'autre, ce qui explique que les policiers n'aient pas eu la main aussi lourde que pour les hommes. Les autorités adoptent une stratégie, y compris de communication (remplaçant le mot « prisons » par « centre sociaux ») et élaborant un discours à destination de la presse.

**Le Monde libertaire :** C'est votre deuxième film sur la décolonisation, posez-vous, vous aussi, un regard apaisé sur cette période ?

**Yasmina Adi :** Il le faut parce que cela fait tout de même 50 ans ! On peut parler, Français et Algériens, de cette guerre de façon apaisée, avec un certain recul, et je ne suis pas du genre à aller vers les polémiques. Il faut donc savoir entendre tout le monde, puisque, je le redis, il n'y a pas qu'une vérité.

1. Pour consulter les dates et lieux de projection du film : <http://icionnoielesalgeriens-lefilm.com/>

# Les voix politiques du blues (2/3)



Josh White

## Pascal

En 1933, Jimmie Gordon, Peetie Weatstraw ou Washboard Sam expriment avec un humour caustique la désillusion largement éprouvée devant des emplois qui restent subordonnés à l'arbitraire de contremaîtres racistes dans *Don't Take Away my WPA* pour le premier et *New Working on the Project* pour le second. Il est vrai que quand on dresse le bilan de sa politique, on compte peu d'avancées concrètes au niveau des droits civiques, Roosevelt ménageant aussi l'aile conservatrice de son électorat. Notons encore que Guitar Gabriel compose un *The Welfare Blues* mais le morceau ne sort malheureusement pas avant 2009. Dans les années trente toujours, Big Bill Broonzy et Casey Bill Weldon interprètent *WPA Blues*, ce dernier y évoque plus spécifiquement le projet de réaménagement des quartiers insalubres et poursuivra un discours plus général sur le WPA dans *Casey Bill's New WPA*. Dans les années quarante,

Sonny Boy Williamson reprend le thème dans *Welfare Store Blues*. En 1999, Odetta Holmes interprète la version de Big Bill Broonzy dans son album *Blues Everywhere I Go* où elle revisite de nombreux blues sociaux des années vingt et trente.

Quant à Carl Martin s'il appelle de ses vœux *A Brand New Deal*, c'est en référence à l'échec du projet entrepris en 1935, d'unifier le salaire horaire au niveau national par la National Recovery Administration (NRA). Son House chante *Government Camp Blues* et une dizaine d'années plus tard *Government Fleet Blues*, repris en 2008 par Rory Block dans l'album *Blues Walkin' Like A Man*. Sleepy John Estes qui exprime avec un style si personnel la misère qu'il connaît bien aborde le sujet des programmes d'aide sociaux du gouvernement dans *Government Money* et dans *Brownsville Blues*. Leadbelly et Josh White, appréciés des milieux progressistes new-

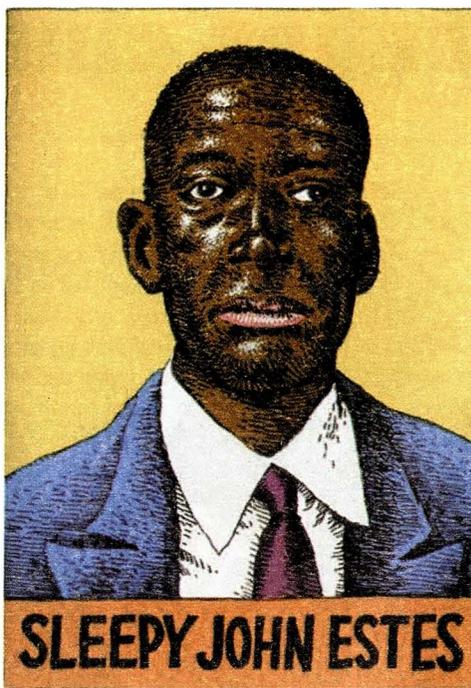
yorkais mais aussi d'Eleanor Roosevelt (elle invita plusieurs fois Josh White à la Maison blanche) entonnent dans les années quarante *Dear President Roosevelt*. Leadbelly n'en est pas à sa première incursion chantée dans le champ social, on se souvient de *Scottsboro Boys* à propos du procès expéditif de neuf adolescents noirs accusés d'avoir violé deux femmes blanches le 25 mars 1931. Josh White quant à lui, était adhérent au Parti communiste dans les années trente, ce qui lui a valu par la suite des menaces de mort qui l'empêcheront d'honorer plusieurs dates, mais aussi l'incendie de sa maison par le KKK ainsi que les poursuites d'une commission d'enquête maccarthyste... Mais ceci est une autre histoire, revenons à Roosevelt. Annie Brewer lui dédie *Roosevelt Blues* et Big Joe Williams chante *President Roosevelt*. Enfin, Freddy King, Albert Collins et Robert Cray, reprennent un titre de Luscious Weaver et

Sonny Thompson *When the Xelfare Turns Its Back on You* paru en 1932.

Mais le WPA appelle aussi de sévères critiques pour le contrôle social qu'il instaure sous le couvert de lutte contre la pauvreté, si l'on suit Laurent Jeanpierre qui préface la réédition du livre de Ben Reitman<sup>1</sup> : « La guerre contre la pauvreté mise en œuvre par l'État-Providence américain sous le New Deal est aussi une guerre contre les pauvres, contre leur politisation possible et leur politisation potentielle. Toute la thématique du chômage volontaire, la culpabilisation, la ségrégation voire la criminalisation des pauvres et des inactifs vient de cette prévention préalable d'une sédition imaginaire possible. Les mesures prises en 1933 par Roosevelt apporteront les trois années suivantes une assistance financière d'urgence et sans contrepartie immédiate à 20 millions de personnes alors que les États-Unis comptent 15 millions de chômeurs et 120 millions d'habitants. C'est dans ce contexte qu'est créé un bureau fédéral des travailleurs transitoires (Federal Transient Bureau) à destination des hobos [ces travailleurs itinérants qui prenaient le train sans payer et dont l'évocation constitue un des thèmes récurrents du blues ! - Ndl], dirigé par Neil Anderson, l'ex-hobo devenu ex-sociologue. Selon lui, la population du groupe s'est renouvelée de moitié en moins de 6 mois. Il fait alors construire des campements provisoires [les fameux « Gouvernement camp blues » chantés entre autres par Son House – Ndl] et organise des travaux publics sur l'ensemble du territoire.

Afin d'obtenir une aide, 2,5 millions de personnes doivent ainsi travailler pour l'État. Une assurance contre le chômage est prévue par Roosevelt en 1935 mais les mesures ne concernent en définitive que les personnes qui peuvent « mériter » cette aide en participant normalement à la production. En outre, l'aide prévue par les programmes fédéraux est toujours inférieure aux ressources qui proviendraient d'une activité<sup>2</sup>.

L'établissement et l'application de tels critères de « mérite » sont en vérité tout l'enjeu des nouvelles politiques sociales car il permet d'exercer un contrôle constant sur les populations, soumettant celles-ci, au premier chef la « Hobohème », à une dépendance et une surveillance permanentes au nom de l'assistance et à des normes d'autant plus arbitraires, imprécises et complexes qu'elles sont en réalité purement moralisantes. Les nouveaux hobos de la Grande Dépression offrent pourtant une brève résistance au contrôle de l'assistance. Ainsi le programme fédéral pour les travailleurs transitoires s'arrête-t-il en septembre 1935 parce que l'État fédéral récuse de plus en plus les aides d'urgence inconditionnelles à la population, l'attribution de droits sociaux, mais aussi, selon l'aveu même d'Anderson, parce que « ce n'est pas un programme facile à administrer, parce que les moyens manquaient pour contrôler ou pour guider même le mouvement des migrants ». La plupart des travailleurs itinérants se retrouveront au milieu des années 1930 sans aucune aide, d'autant qu'ils sont aussi rejetés des programmes d'aide au retour à l'activité, conditionnés eux à des critères de résidence. L'autonomie de la contre-culture hobo a fait place en quelques



années à une tutelle envers les institutions d'État.

Après l'ère Roosevelt, s'ouvre celle de Truman ; Champion Jack Dupree l'encourage à poursuivre la politique sociale de son prédécesseur dans *God Bless Our New President* quelques mois après l'investiture de H. Truman – il devient président en janvier et la chanson est enregistrée en avril après le décès de F.D. Roosevelt. D'ailleurs sur la face B on trouvait *FDR Blues* (pour Franklin Delano Roosevelt, bien sûr), où il célèbre le grand ami qui fit « la fierté de la race ». On attendait beaucoup de la relance économique d'après-guerre et Truman n'a pas su contenir l'inflation qui l'a rapidement rendu impopulaire. La période de récession qui s'amorce avec lui et qui va se poursuivre avec son successeur, Eisenhower incite JB Lenoir à composé *Deep in Debt Blues* en 1951, mais surtout *Eisenhower Blues* en 1954. La chanson est rapidement retirée du marché avant d'être rééditée dans une version édulcorée sous le titre de *Tax Paying Blues*.

Mais JB chante également, dans *Everybody Wants to Know* :

« You rich people, listen, you better listen real deep  
If we poor peoples get hungry, we gonna take some  
food to eat. »

« Vous, les riches vous feriez bien d'écouter attentivement.

Le jour où nous, les pauvres nous aurons vraiment  
faim, il faudra bien qu'on trouve à manger. »

Cette mise en garde à l'encontre des dominants, n'est pas sans rappeler les paroles de *Saw Mill Man Blues* de Pleasant Joe :

« I didn't built this world,  
But I sure can tear it down. »  
« Ce n'est pas moi qui ai construit ce monde  
Mais je vous garantis que je suis capable de le foutre  
par terre. »

Soulignons que JB n'est pas le seul à se sentir concerné par la détresse sociale que B.B. King évoque également dans *Recession Blues*.

Les hommages au président Kennedy s'expriment à travers de nombreux blues, parmi lesquels, *President Kennedy* interprété par Son House ou *Sleepy John Estes* par la suite, qui signe également *President Kennedy Stayed Away Too* lors de la même séance d'enregistrement. Fin 1963 débute 1964, Pete Welding enregistre une douzaine de blues acoustiques pour la compilation *Can't Keep from Crying: Topical Blues on the Death of President Kennedy*<sup>3</sup> dans laquelle on peut entendre *A Man Amongst Men* de Big Joe Williams, *A man for the nation* de John Lee Granderson ou encore *President Kennedy Gave His Life* par Mary Ross. Au cours de sa tournée avec l'*American Folk Blues Festival* en 1964, Sleepy John Estes salue encore sa mémoire avec *Blues for JFK*. Perry Tillis lance un *Kennedy Moan* sur la bande d'un passionné suédois au début des années soixante-dix, mais hélas ! le titre ne sortira pas avant 2006. Freddy King chante *The Welfare* rappelle cette période sombre de l'ère Kennedy où l'image du défunt président en prend un coup. L'année suivante, *Mighty Mo Rodgers* continue le travail dans *The Kennedy Song* paru avec l'album *Blues is my Waillin' Wall*. P.

à suivre au prochain numéro

1. Ben Reitman, *Boxcar Bertha, Aventures d'une vagabonde anarchiste américaine*, Nautilus, 2008 (première édition à Chicago en 1937).

2. Sur le contrôle social par le New Deal et par l'État Providence : Richard A. Cloward, Frances F. Piven, *Regulating the Poor. The Fonction of Public Welfare*, New York, Pantheon Books, 1971.

Robert Castel, « La « Guerre contre la pauvreté » aux États-Unis : le statut de la misère dans une société d'abondance », *Actes de la recherche en sciences-sociales* n° 19, janvier 1978

3. Guido Van Rijn publie en juillet 2010 le troisième volet de son étude des textes de blues et de gospel qu'il a choisi d'appeler *Kennedy's Blues*. Il y recense près de 140 chansons sur la période 1961-1963 et en décortique une centaine portant sur le président assassiné.

Pascal est animateur de l'émission « Le Blues des Canuts » tous les mercredi de 15 à 16 heures ([radiocanut.org](http://radiocanut.org)). Radio Canut émet sur 102.2 FM depuis les années quatre-vingt.

# Quelques sorties cinéma



## La Grotte des rêves perdus

La 3D est la technique qui permet de voir les coins et recoins de cet endroit exigü. On a l'impression de caresser les parois et l'on croit sentir sous nos doigts la nature de la surface qui paraît lisse et polie comme le marbre. La 3D permet de voir ces lieux de façon exceptionnelle et nous rend le relief inouï de ces murs recouverts de peintures palpables... Car il n'y a aucun mur droit, aucun chemin d'accès facile à arpenter. Il y a 420 peintures en tout. C'est le film de Werner Herzog qui a permis de les fixer sur un support qui rend tous les autres travaux possibles, à distance et sans abîmer la grotte. On pourra désormais répertorier ces clichés, les classer, reconnaître les espèces peintes, faire une autre grotte en fac-similé identique à la première. Et c'est le projet : dans trois ans, on pourra déambuler dans une grotte bis. Et tous pourront pénétrer dans cet espace si vulnérable et avoir l'illusion de se trouver dans une vraie grotte, c'est-à-dire, l'original. C'est à partir du film de Werner Herzog que ce projet fou a pu se concrétiser. Plus personne n'aura le droit de pénétrer à l'intérieur de la grotte Chauvet qui retrouvera son calme et son sommeil millénaire. Rappelons que même les scientifiques entraient dans la grotte seulement une heure par jour.

Autorisé à pénétrer dans la grotte Chauvet par le ministre de la Culture et l'équipe des scientifiques ayant investi les souterrains depuis sa découverte, qui avaient installé des passerelles et proposé une sorte de dédale qu'une seule personne peut emprunter à la fois, Herzog a filmé quatre heures par jour

pendant six jours, entouré d'une équipe de trois personnes. Une demande de classer la grotte Chauvet au patrimoine de l'Unesco est en cours. Comme disent les historiens de l'art : la beauté des peintures, la finesse des traits posent la question des origines de l'art et ne nous permet plus de regarder les chasseurs du paléolithique de haut... Herzog dit encore aujourd'hui que l'impression qu'on reçoit de cette œuvre unique est « indescriptible, un choc complet et un miracle ». Grâce au filmage en 3D, nous possédons un relevé très précis des animaux de cette époque et des 420 peintures. Nous pénétrons, comme le dit Herzog bouleversé, « dans les ténèbres de 36 000 ans en arrière ».

La 3D semble être l'idéal pour magnifier la beauté de l'immobile. En voyant *La Grotte des rêves perdus*, on en est immédiatement convaincu. On rentre avec Herzog et ses torches dans un univers d'albâtre, recouvert de dessins au fuseau des hommes des cavernes. Et comme disait une historienne de l'art : « Cela nous fait reconsidérer complètement les origines de l'art ! »

## La Guerre est déclarée de Valérie Donzelli

*La Guerre est déclarée* est un film incroyable qui se déploie à un rythme effréné – de la rencontre amoureuse de Roméo et Juliette, naît l'enfant désiré, Adam – suit cette découverte terrifiante, il est malade, il faut l'opérer, et ce qui apparaît petit à petit et ce qui est encore plus effrayant : il faudra vivre cette épreuve ensemble et avec l'enfant pendant des années. Quand ils apprennent la terrible nouvelle, chacun réagit en fonction de son tempéra-

ment. La mère court, court, comme une folle et jusqu'à l'effondrement dans les couloirs vides et ripolinés de l'hôpital. Le père pousse un cri de bête, hurle et n'arrive pas à se calmer. Cette différence face à la douleur et la maladie se maintient à travers tout le film.

Peu de plages de silence et d'accalmie permettent de respirer dans ce film qui traduit si bien comment cette épreuve sur une durée inhumaine, à savoir plusieurs années, use leur amour, les sépare, les réunit, les sépare à nouveau. Car il aura fallu assurer la présence aux côtés de l'enfant qui lutte avec des médecins exceptionnels – le film le dit bien – pendant ce marathon pour gagner la vie et tenir à n'importe quel prix.

Des rêves, des cauchemars, des images de la chimie du cerveau, un montage parfois hystérique crée, certes, la diversion nécessaire pour venir à bout de cette épreuve. Il n'existe pour finir qu'une seule séquence calme et muette dans le film, qui exprime malgré tout et avec beaucoup de justesse l'épreuve à traverser : à l'hôpital, un bébé, un pansement sur la tête, regarde la télé et glousse de plaisir. À ses côtés, dans le même lit, sa mère, une jeune femme, s'est endormie, épuisée.

Les parents, Valérie Donzelli et Jérémie Elkaim, racontent ce qui est arrivé à leur fils. Scénaristes et acteurs, ils essaient de trouver une forme pour nous dire ce qu'ils ont vécu face à la maladie de leur fils, une tumeur maligne au cerveau.

Heike Hurst

# Autogestion dans le Vercors

L'ANNÉE 2012 se présente sous des auspices peu réjouissants : partout le capitalisme poursuit ses ravages sociaux et écologiques et impose au monde son idéologie de façon autoritaire par le biais des États. En Europe, la casse des services publics se nomme désormais «rigueur», «austérité» ou «règle d'or» et a pour effet de rendre la majorité des populations plus précaire, donc plus concurrentielle car obligée de se vendre sur le marché du travail pour pas grand chose. Cela afin que l'«économie» continue à engraisser la caste de ceux qui profitent du travail d'autrui. Crise ou pas crise, c'est en centaines de millions ou en milliards d'euros que se chiffrent les bénéfices nets des grandes entreprises françaises. Côté écologie, la façade verte a du mal à cacher les désastres sur le monde végétal et animal dont le capitalisme est directement responsable. Du nucléaire aux élevages intensifs, de l'agriculture pesticidophile aux industries chimiques et pétrolières, les freins de bicyclette actionnés par les ministères de l'environnement ou les invectives aux «petits gestes du quotidien» ne suffiront pas à arrêter la locomotive du profit à tout prix. Il ne manque plus que les fameuses prédictions de fin du monde pour obscurcir le tableau ; heureusement que ces dernières prêtent plutôt à sourire...

Mais ne nous lamentons pas, quoi qu'il advienne, 2012 sera avant tout l'année des élections présidentielles. Les médias, orchestrateurs de ce fabuleux spectacle, ne manqueront pas de nous le faire savoir. Les différents partis travailleront (et travaillent déjà) d'arrache-pied à ce qui est leur raison d'être : la conquête du pouvoir. Est donc déclaré ouvert le bal des belles promesses, de la démagogie débridée sur le mode publicitaire ! Car ne l'oublions pas : les campagnes électorales sont à la politique ce qu'est la réclame aux produits ménagers. Tous laveront plus blanc que blanc et les problèmes (tout comme les tâches) disparaîtront illico si du moins les électeurs consentent à pousser le «bon» bulletin dans l'urne... Face à ce constat pessimiste, nous anarchistes pensons qu'il est grand temps de dire non à ce monde qu'on nous impose au quotidien. Mais dire «non» ne suffit pas. Le gouvernement français n'en a que faire, comme l'ont prouvé les derniers mouvements sociaux qui pourtant ne réclamaient que des miettes. Cause toujours. Le besoin d'argent qui nous pousse à retourner travailler après quelques jours de grève (quand ce ne sont pas les directions syndicales) donne toujours raison à ceux qui nous dirigent. Cela prouve une fois de trop que rien ne sert d'attendre qu'un parti

au pouvoir change les choses à notre place. Prenons notre vie en main, et disons aussi «oui», oui à une société dans laquelle toutes et tous prendraient part aux décisions qui les concernent. Où l'entraide et l'esprit de fraternité primeraient sur l'individualisme, la concurrence ou pire, sur le rejet de l'autre, prôné par l'extrême droite et exhaussé par les gouvernements de tous bords (roms et sans-papiers mis à la rue et expulsés y compris dans des municipalités «roses», «rouges» ou «vertes»). Ce oui, nous lui donnons le nom d'autogestion.

## 2012, année de l'autogestion

Exprimer ce que nous promouvons, le partager mais aussi le confronter, c'est pour ça que le collectif libertaire la Rue Râle a décidé de placer l'année qui vient (dès la rentrée de septembre 2011) sous le vaste signe de l'autogestion. Conférences, débats, projections mais aussi ateliers pratiques permettront de présenter ce projet aux dimensions multiples. Mais aussi, et surtout, de créer des liens et réfléchir en commun pour se l'approprier et, pourquoi pas, le concrétiser par la construction d'alternatives dans nos contrées.

Groupe La Rue râle de la Fédération anarchiste

## Les Cira à l'honneur

### Bref historique et projets

Créé à Genève en 1957, le Cira a pour mission originelle de recueillir tous types de documents sur le mouvement, l'histoire et les idées anarchistes, et ce dans toutes les langues (aujourd'hui, pas moins d'une vingtaine).

Actuellement, c'est un fonds d'environ 18000 ouvrages et brochures, 4000 titres de périodiques ainsi que des enregistrements vidéo, sonores, et un fonds d'archives, une collection iconographique, ce qui fait du Cira un fonds unique en Europe ! Ce travail, géré par des bénévoles depuis plus de cinquante ans, a été historiquement possible et s'est constitué grâce aux dons de militants, d'éditeurs et de groupes anarchistes divers.

Le Cira de Marseille, fondé en 1965 pour servir d'annexe au Cira Suisse, est, depuis, devenu autonome et s'apprête à déménager courant novembre prochain dans un nouveau local, mieux adapté, opération pour laquelle une souscription permanente est ouverte. Fort de 250 membres, le Cira de Marseille, constitué en association Loi 1901 depuis 1987, publie régulièrement des bulletins thématiques, une bibliographie anarchiste annuelle, et une feuille

d'infos mensuelles, ainsi que des calendriers. Mais le Cira de Marseille, c'est aussi l'organisation de débats, colloques, expos, foires aux livres, rencontres avec des auteurs, éditeurs. Il fait partie de la Fédération internationale des centres d'études et de documentation libertaires (FICEDL) qui se réunit tous les deux ans sur un pays européen.

Dernier né, en 2007, le Cira du Limousin, basé à Limoges, organise chaque année, en mai, la Librairie champêtre libertaire, réunissant des dizaines d'auteurs et d'éditeurs dans le magnifique site du château de Ligoure, géré par une association amie.

Comme son grand frère marseillais, le Cira du Limousin se veut être totalement indépendant de toutes organisations syndicales et politiques. Le Cira, c'est avant tout un lieu de mémoire vivante sur l'anarchisme, un lieu de témoignage essentiel du mouvement ouvrier, ouvert à tous ! Dans ses projets, le Cira du Limousin souhaite s'inscrire et participer à la dynamique libertaire sur le Limousin par l'organisation mensuelle de conférences sur Limoges, la première étant prévue le 21 septembre prochain avec Colette Brogniart, interprète de Léo

Ferré ; la préparation de la prochaine librairie champêtre libertaire, en mai 2012, avec un projet théâtral sur des pièces d'Albert Camus ; et la recherche d'un local sur Limoges permettant le stockage et la gestion d'un fonds d'archives pour la mise à disposition de tous.

À Marseille comme à Limoges, le Cira a besoin du soutien de tous, en dons, adhésions et aides humaines, matérielles diverses ! Pour adhérer, il n'est pas indispensable d'habiter la région (Marseille, Limoges). Le Cira, c'est un outil irremplaçable permettant de témoigner et sauvegarder notre histoire collective. Dans une époque où l'État et le capitalisme remodelent l'histoire à leur manière, il est essentiel, vital que l'anarchisme, courant essentiel du mouvement ouvrier, demeure vivant ! Si nous ne disons pas notre histoire, d'autres le feront à notre place... On sait comment. Pour ce faire, à Marseille comme à Limoges, les livres, brochures sont là, à la disposition de tous, militants, étudiants ou chercheurs en sociologie, histoire ! Les Cira seront bien entendu présents à Saint-Imier en août 2012.

Michel Di Nocera



## Quelques rendez-vous à ne pas manquer

**Vendredi 7 octobre**

### Les oreilles libres

14 h 30. Nous recevons le réalisateur Nicolas Défossé, pour son documentaire *Viva Mexico*, qui évoque le périple du sous-commandant Marcos à travers le Mexique en 2006, ses conséquences constructives sur les populations rencontrées et la réaction violente du pouvoir.

**Samedi 8 octobre**

### La Philanthropie de l'ouvrier charpentier

10 heures. Léauthier l'anarchiste, de la propagande par le fait à la révolte des bagnards (1893-1894). «Crevez, bourgeois!». Un soir de novembre 1893, dans un restaurant parisien,

Léon Léauthier, vingt ans, met à exécution ce «mot d'ordre». Il poignarde au hasard un client décoré. Ce jeune cordonnier se venge ainsi de la société indigne que l'histoire a baptisé «Belle Époque». Condamné et envoyé au bagne de Cayenne, Léauthier participera à la seule «révolte» de l'histoire du bagne : celle des anarchistes, en 1894.

### Chroniques rebelles

13 h 30. Squat. La ville est à nous de Christophe Coello, avec Jean-Pierre Garnier. Requalification, renouvellement, revitalisation, redynamisation, renaissance. Le triste vocabulaire des urbanistes, des cellules de com'municipales et des promoteurs immobiliers. Un langage pour mollir le réel à la manière d'un assouplissant. Quelle politique urbaine recouvre-t-il? Les margoulines les

plus enthousiastes laissent parfois échapper le mot juste.

**Lundi 10 octobre**

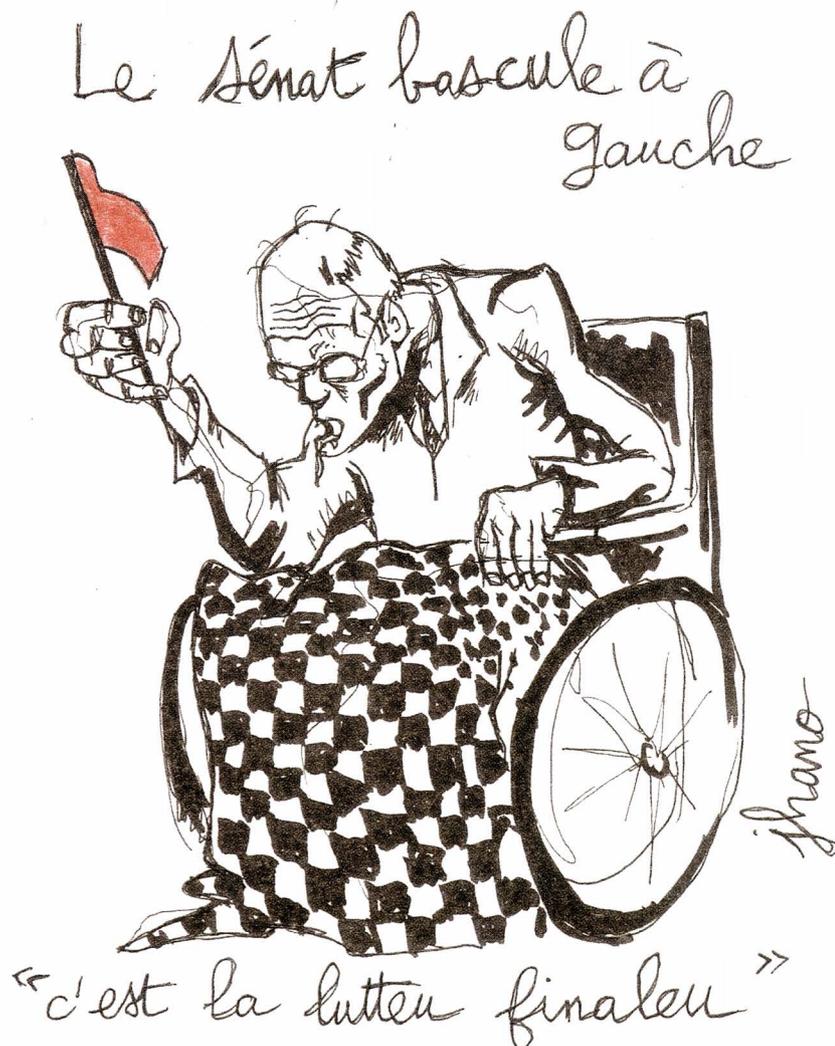
### Trous noirs

16 heures. Luttés pour l'émancipation. Non seulement les anarchistes souhaitent la disparition des prisons, mais ils proposent des alternatives. Parlons-en avec Jacques Lesage de La Haye, animateur de l'émission «Ras-les-murs» sur Radio libertaire.

**Mercredi 12 octobre**

### Blues en liberté

10 h 30. Le blues à l'antenne, avec une rétrospective sur Howling Wolf.



## Vendredi 7 octobre

### Saint-Denis (93)

19h30. La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. Docu-Club: projection à prix libre: *Les possibilités du dialogue* de Jan Svankmajer (1982, 12 minutes), *Viva Mexico!* de Nicolas Défossé (2009, 120mn), en présence du réalisateur. Projection à prix libre. Au local de la Dionysité, 4, Place Paul-Langevin. Métro ligne 13, station Basilique de Saint-Denis.

## Samedi 8 octobre

### Beauvais (60)

De 14 à 23 heures. Meeting-débat CNT: «Partageons les richesses, pas la misère». Entrée gratuite, repas à prix libre. Espace Argentine, 11, rue du Morvan.

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. *La cendre et les étoiles*, Éditions Le Flibustier, roman d'anticipation révolutionnaire avec l'auteur Cédric Rampeau. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

## Dimanche 9 octobre

### Massiac (15)

10 heures. Hommage au poète chansonnier Gaston Couté par Michel Dinocera. Organisé par l'association laïque des amis d'Anne et Eugène Bizeau. Salle du centre administratif (face à la mairie). Inscription au repas possible avant le 4 octobre auprès de Nicole Dinocera 06 86 72 45 25 ou charcole@club-internet.fr.

## Vendredi 14 octobre

### Troyes (10)

Conférence à l'UP3 sur la pédagogie libertaire et autogestionnaire avec Hugues Lenoir. Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission. Entrée libre. Contact: up.troyes@orange.fr

## Samedi 15 octobre

### Rennes (35)

À l'appel de la Coordination antinucléaire Ouest (Basse-Normandie, Bretagne et Pays-de-Loire), journée antinucléaire: pique-niques, manifestation, concerts. Rendez-vous dès midi à l'Esplanade Charles-de-Gaulle. Pour sortir du nucléaire civil et militaire, rejoignez le cortège de la Fédération anarchiste et sa méga sono.

### Marseille (13)

17 heures. Causerie animée par Violette et Juanito Marcos à propos de leur ouvrage *Itinéraire d'un anarchiste, Alphonse Tricheux (1880-1957)*. Circa, 3, rue Saint-Dominique (angle place des Capucines).

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. *Victor Serge, l'homme double*, Éditions Libertalia, avec l'auteur Jean-Luc Sahagian. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

## Samedi 5 novembre

### Paris XIV<sup>e</sup>

De 9h30 à 15h00. Colloque annuel de la Société P.-J. Proudhon: «Proudhon et l'anarchie». À la Fiap Jean-Monnet, 30, rue Cabanis. Entrée libre et gratuite. Possibilité de repas sur place.

## Fête pour les neuf ans de Quilombo

## Dimanche 9 octobre

### Paris XI<sup>e</sup>

À partir de 15h30.

#### (p)latitudes

Rafaele Arditi, une heure. Madame Laculture est directrice du CEPGTN (Comité d'éthique et de programmation du Grand Théâtre de Nîmes). Elle présente le parti-pris «risqué» du Comité: celui de collecter des «formes qui témoignent d'un intérêt pour les stratégies de mise en espace et de jeux perceptifs, qu'elles soient circulaires avec des espaces et des dispositifs, qu'elles soient traversées par une lumière diaphane, ou bien qu'elles explorent un registre spatial, ou un espace registral. L'installation-spectacle-installation (p)latitudes 87/23 # : un triptyque qui circonscrit les instances introuvables de la représentation, et privilégie l'espace entre, between».

#### Avenir radieux, une fission française

Nicolas Lambert, deux heures. *Avenir Radieux*, une fission française est le deuxième volet de la trilogie bleu-blanc-rouge de Nicolas Lambert, consacrée à «l'a-démocratie» française du point de vue de ses grandes sources de richesse. Pétrole, nucléaire, armement... Après *Elf*, la pompe Afrique qui à travers le procès des dirigeants d'Elf éclairait la politique néo-coloniale de la France et ses logiques de corruption, il s'agit ici d'explorer le discours officiel du pouvoir, et la confiscation de la possibilité de débattre. 2010 : la Commission Nationale du Débat Public organise une série de débats sur l'utilité et les modalités de la construction d'une deuxième centrale nucléaire de type EPR en France, sur le site de Penly. Nicolas Lambert fait monter sur scène les morceaux de notre histoire publique, les débats de l'Euratom à l'Assemblée nationale en 1956, les attentats terroristes à Paris des années quatre-vingt, le franc-parler d'un Pierre Guillaumat, l'«indépendance énergétique» et le goût du pouvoir.

Tarifs: 10 euros (normal), 20 euros (soutien) ou 5 euros (petites bourses).

Réservation: quilombo@globenet.org ou: 01 43 71 21 07

## Radio Libertaire 89,4 MHz fête ses 30 ans

le 29 et 30 octobre de 13 h à 22 h  
Salle Olympe de Gouges • 15, rue Merlin 75011

M° Père Lachaise, Voltaire

Débats - Concerts - Restauration

rl.federation-anarchiste.org



**SAILOR DEDÉ**  
BAD MONSTERS, GAMBLERS,  
RUM AND PIN-UP MONSTRESSES

EXPOSITION DU 2 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 2011  
VERNISSAGE LE 2 OCTOBRE A PARTIR DE 17H  
FATALITAS! 3 RUE EDOUARD VAILLANT  
M° CROIX DE CHAUX, 93100 MONTREUIL  
OUVERT DU MARDI AU SAMEDI DE 13H30 A 18H30 - 01 49 88 40 16

**SAILOR DEDÉ**  
BAD MONSTERS, GAMBLERS,  
RUM AND PIN-UP MONSTRESSES

EXPOSITION DU 2 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 2011  
VERNISSAGE LE 2 OCTOBRE A PARTIR DE 17H  
FATALITAS! 3 RUE EDOUARD VAILLANT  
M° CROIX DE CHAUX, 93100 MONTREUIL  
OUVERT DU MARDI AU SAMEDI DE 13H30 A 18H30 - 01 49 88 40 16

**SAILOR DEDÉ**  
BAD MONSTERS, GAMBLERS,  
RUM AND PIN-UP MONSTRESSES

EXPOSITION DU 2 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 2011  
VERNISSAGE LE 2 OCTOBRE A PARTIR DE 17H  
FATALITAS! 3 RUE EDOUARD VAILLANT  
M° CROIX DE CHAUX, 93100 MONTREUIL  
OUVERT DU MARDI AU SAMEDI DE 13H30 A 18H30 - 01 49 88 40 16

**SAILOR DEDÉ**  
BAD MONSTERS, GAMBLERS,  
RUM AND PIN-UP MONSTRESSES

EXPOSITION DU 2 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 2011  
VERNISSAGE LE 2 OCTOBRE A PARTIR DE 17H  
FATALITAS! 3 RUE EDOUARD VAILLANT  
M° CROIX DE CHAUX, 93100 MONTREUIL  
OUVERT DU MARDI AU SAMEDI DE 13H30 A 18H30 - 01 49 88 40 16